

I'HUMANITÉ



rouge

*Prolétaires de tous les Pays, Nations et Peuples opprimés,
UNISSEZ-VOUS !*

2F

Adresse : L'HUMANITE ROUGE
B.P. 365
75064 PARIS CEDEX 02

JOURNAL COMMUNISTE
POUR L'APPLICATION EN FRANCE DU MARXISME-LENINISME
ET DE LA PENSEE-MAOTSETOUNG

6^e ANNEE N° 227
JEUDI 25 AVRIL 1974



**POUR UN
1^{er} MAI
révolutionnaire
prolétarien,
anti-électoraliste
et anti-Mitterrand**

Mercredi 1^{er} mai (10 h)

MANIFESTATION

de la République au Père-Lachaise
Participez nombreux
au cortège
de l'Humanité Rouge

LE 30 AVRIL à 20 H 30

MEETING

Les présidentielles et la voie
pour la révolution prolétarienne

AU CINEMA « LE MENIL-PALACE »
Rue de ménilmontant - Paris 20^e (Métro Ménilmontant)

NI "MAJORITY"
NI PROGRAMME COMMUN

aller à contre- courant!

« Aller à contre-courant est un principe du marxisme-léninisme ».

Aujourd'hui, dans notre pays, cette indication de Mao Tsé-toung est d'une brûlante actualité. Les militants communistes qui se réclament du marxisme-léninisme, non seulement ceux de « l'Humanité-Rouge », mais aussi tous ceux des groupes non encore engagés dans le processus d'unification en cours, ont pour urgente tâche idéologique et politique « d'oser aller à contre-courant ».

Sur le plan international, la double hégémonie mondiale des deux supergrands accentue ses méfaits, ses crimes contre les peuples, contre les nations, contre les pays du monde entier. L'Europe sert d'enjeu, comme le Proche-Orient, à la rivalité qui s'exacerbe entre impérialisme américain et social-impérialisme russe. Ces deux superpuissances menacent l'indépendance politique et économique de la France, elles s'efforcent de maîtriser les libertés nationales du peuple de France et disposent, dans ce but, de leurs agents les plus zélés parmi les candidats à la présidence de la République, Valéry Giscard d'Estaing et François Mitterrand (1).

Dans un éditorial de contenu autocritique, nous appelions déjà, le 11 octobre 1973, à combattre sans répit les illusions propagées à ce sujet par la cinquième colonne révisionniste dans les rangs de la classe ouvrière, activement appuyée par les dirigeants trotskistes de toutes sectes; ces renégats au marxisme-léninisme sont maintenant associés presque ouvertement pour organiser au second tour du scrutin présidentiel l'éventuel succès du président du Parti « socialiste », dont nous avons fourni la semaine dernière l'éloquente biographie.

Mais, depuis la publication de cet article, sont encore apparues dans nos propres rangs des manifestations concrètes d'opportunisme, conséquences de l'insidieuse pression de l'idéologie bourgeoise révisionniste et trotskiste.

S'il importe d'user de persuasion à l'égard de tout camarade abusé, il n'en reste pas moins que les marxistes-léninistes ne doivent en aucune façon tolérer la cristallisation d'une ligne de droite ou « de gauche en apparence mais de droite en réalité ». Dans une organisation de type léniniste, seule peut et doit trouver place la juste ligne qui s'élabore à travers une pratique prolétarienne, dans le respect des principes marxistes-léninistes appliqués aux conditions spécifiques de la révolution en France.

A ce titre, que toutes les erreurs qui ont pu être commises soient décelées, analysées, discutées, critiquées, autocritiquées, expliquées, entre camarades d'abord, et sans crainte de les reconnaître devant les travailleurs ensuite!

En dehors de nos rangs, il importe de dénoncer sans concession les manœuvres de division développées contre l'unification des marxistes-léninistes. Même s'ils sont sincères dans leurs convictions, il est indispensable de critiquer les militants qui se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung, mais n'en font pas une juste application.

Qu'à cet égard soient stigmatisées sans équivoque l'idéologie et les initiatives scissionnistes des dirigeants du groupe Front rouge, leur contenu de classe petit-bourgeois, leur prétention à créer « légalement » un second Parti proclamé « marxiste-léniniste », leur piètre et dérisoire tentative de participer à la foire électoraliste bourgeoise, à l'exemple des trotskistes et au risque de contribuer aux illusions électoralistes et à la mystification révisionniste de la « voie pacifique ».

N'est-ce pas un pantin dangereux que ce Krivine, qui va discourir contre Mitterrand pour mieux lui ramener au second tour les suffrages de ceux qu'il aura pu gagner au premier? N'est-elle pas une singulière grivoiserie cette Arlette Laguiller, qui crie au méchant loup réformiste pour mieux se faire croquer par lui ensuite?

Que les camarades de la base et les cadres intermédiaires du Parti de masse (ainsi le désirent ses dirigeants!) dont la dénomination n'a fait que consacrer le changement de sigle du groupe Front rouge, et rien de plus, réfléchissent sérieusement aux graves erreurs ainsi commises en leur nom, et qu'ils s'engagent délibérément dans la juste voie préconisée par Mao Tsé-toung, celle du désir d'unité et de la pratique efficace de la méthode « unité-critique-unité » vis-à-vis de tous ceux qui, comme eux, veulent réellement s'inspirer de l'invincible doctrine de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung! Sur ces bases idéologiques, nous souhaitons discuter avec eux. Leur ennemi, ce n'est pas dans nos rangs qu'il convient de le rechercher, non, leur ennemi se trouve, comme pour nous-mêmes, dans la direction du Parti « communiste » français. Le révisionnisme moderne, voilà l'obstacle principal, dans les rangs de la classe ouvrière, au nécessaire développement historique des idées et de l'action révolutionnaires du marxisme, du léninisme et de la pensée-maotsétoung.

Sans une lutte acharnée et persévérante contre ce courant idéologique bourgeois, la classe ouvrière restera soumise, exploitée, opprimée par la bourgeoisie capitaliste. Pour mener cette lutte à son terme, il est indispensable d'unir toutes les forces susceptibles d'être unies pour concentrer la puissance de leurs coups.

Or, dans la période actuelle, nous sommes toujours dans l'étape au cours de laquelle les marxistes-léninistes doivent « arracher la classe ouvrière à l'influence du révisionnisme moderne ».

Camarades qui vous apprêtez à voter Mitterrand, on vous trompe outrageusement!

Vous, les militants de base du P.-C.-F. avec qui nous discutons et qui proclamez : « La France, ce n'est pas le Chili, parce que l'Armée rouge est toute proche! En cas de putsch fasciste contre un gouvernement d'Union de la gauche, cette dernière interviendrait aussitôt! », vous êtes odieusement trompés.

1^o Sachez d'abord que la Révolution socialiste ne s'exporte pas à la pointe de quelques baïonnettes étrangères que ce soient. Pour faire la révolution en France, notre classe ouvrière et notre peuple doivent compter exclusivement sur leurs propres forces. C'est là un principe marxiste-léniniste.

2^o Sachez aussi que l'armée russe n'est plus malheureusement ni rouge, ni soviétique, mais est devenue, sous la baguette des dirigeants révisionnistes khrouchtchéviens, une armée impérialiste et fasciste.

D'ores et déjà, et depuis plusieurs années, les véritables communistes, dans les pays de l'Est comme en Russie, sont poursuivis, traqués, arrêtés, emprisonnés, liquidés, même si la censure draconienne de Brejnev et Marchais vous empêche de le savoir!

Le fascisme vient de la bourgeoisie. Il peut venir de « droite » certes, mais aussi de cette fausse « gauche » ayant à sa tête les compères social-démocrate et révisionniste que sont Mitterrand et Marchais, parce que la bourgeoisie, quels que soient ses agents au pouvoir, risque de ne pouvoir surmonter la crise générale qui l'étrangle qu'en recourant à la violence terroriste ouverte pour tenter de conserver et perpétuer sa domination de classe.

La preuve?

N'avez-vous pas entendu Mitterrand à propos des revendications économiques et sociales des travailleurs? En substance, il a proclamé non sans une certaine dose de cynisme : « Si je suis élu, je rencontrerai immédiatement les deux grandes centrales syndicales, la C.G.T. et la C.F.D.T., et j'engagerai avec elles la négociation. Mais il faudra alors que cesse toute poussée... »

Qu'est-ce à dire, en clair, sinon que le candidat de la « gauche » brandit, dès avant son éventuelle élection, la double menace d'un syndicalisme officiel « à la polonaise » et de la répression contre le droit de grève. Il donnera un os à ronger aux travailleurs, en accord avec le patronat, et par la suite justifiera par cette mesure son opposition à toutes les luttes revendicatives ayant un contenu réel de lutte de classe, sous le signe du juste combat « classe contre classe ». Ainsi ont agi par le passé tous les ministres et présidents de la République sociaux-démocrates, qui se sont transformés, une fois au pouvoir, en chiens sanglants du capital contre le prolétariat. Camarades, n'oubliez pas les leçons du passé!

A ce sujet d'ailleurs, dans de nombreuses usines, les complices révisionnistes de Mitterrand ne sont-ils pas déjà à l'œuvre, quand ils s'opposent à la combativité des ouvriers d'avant-garde? La violence qu'ils opposent aux légitimes activités des militants révolutionnaires (agression contre nos camarades à Tonneins; exclusions multiples de militants marxistes-léninistes des rangs de la C.G.T.; menace ainsi formulée : « vous les gauchistes, demain on ne vous laissera pas faire en France ce que vous avez fait au Chili! », comme si les responsables du fascisme dans ce malheureux pays n'étaient pas précisément les révisionnistes eux-mêmes!) ne serait qu'un prélude bien pâle à côté des exactions que commettraient ces gens contre les travailleurs s'ils accédaient demain à la gestion du pouvoir et de l'Etat bourgeois. Les valets s'efforceraient de se montrer plus efficaces que les maîtres, n'en doutons pas un instant!

Voilà pourquoi, dans nos rangs, dans ceux des militants qui comme nous se réclament du marxisme-léninisme et de la pensée-maotsétoung, en dehors de nos rangs comme en dehors des leurs, contre les illusions empoisonnées propagées par les dirigeants révisionnistes, trotskistes et autres révolutionnaristes petits-bourgeois, osons aller à contre-courant!

Combattons sans trêve le révisionnisme moderne en France, le social-impérialisme russe sur le plan international!

A contre-courant, passons à l'offensive pour lier la classe ouvrière aux idées révolutionnaires du marxisme-léninisme!

A contre-courant, arrachons au social-impérialisme russe son masque socialiste et pacifique! Dénonçons son imposture anticommuniste, anti-ouvrière, antisoviétique (car entre les Soviets héroïques d'hier et les structures étatiques bourgeoises d'aujourd'hui, il n'y a plus rien de commun), antimarxiste, antiléniniste, antistalinienne!

La lutte pour la révolution prolétarienne en France est indissociable de la contradiction fondamentale et principale de notre société, entre prolétariat et bourgeoisie. Mais elle exige aussi, dans la période actuelle, une vigilance accrue pour préserver l'indépendance nationale.

Ou bien, sous la direction de son Parti de classe, le prolétariat révolutionnaire préservera l'indépendance nationale par la Révolution prolétarienne, ou bien, en cas de nécessité, il se placera à la tête du peuple pour la reconquérir et faire triompher du même coup la Révolution prolétarienne.

Camarades communistes marxistes-léninistes, allons à contre-courant aujourd'hui pour que demain notre classe ouvrière et notre peuple puissent discerner quelle est l'unique et juste voie conduisant à la dictature du prolétariat, au socialisme!

A bas la voie pacifique et électoraliste au socialisme, voie mystificatrice bourgeoise de sauvegarde du capitalisme exploiteur!

Vive la voie révolutionnaire au socialisme, voie prolétarienne d'instauration du socialisme libérateur!

Jacques JURQUET.

(1) Que l'on ne nous fasse pas dire ce que nous ne disons pas, en nous présentant comme des « agents du réactionnaire Chaban-Delmas ». Notre ligne constante témoigne suffisamment des luttes de principe menées par nos soins contre la fraction de la bourgeoisie capitaliste monopoliste détentrice du pouvoir depuis 1958, que ce candidat représente dans la compétition électorale en cours. Nous dirons ce que nous pensons de Chaban-Delmas dans un prochain numéro.

Au demeurant, c'est cette fraction de la bourgeoisie, sur instances des dirigeants révisionnistes, qui a interdit notre Parti, le Parti communiste marxiste-léniniste de France, en juin 1968.

Editorial

Pour un 1^{er} mai révolutionnaire prolétarien, anti-électorale et anti-Mitterrand !

Ainsi donc une nouvelle fois la mystification électorale bat son plein dans notre pays, une nouvelle fois un an après les législatives, l'occasion est donnée aux ouvriers révolutionnaires de voir qui est révolutionnaire et qui ne l'est pas, qui subordonne les progrès de la révolution en France à des modifications du personnel politique bourgeois et qui rejette les illusions électoralistes comme un obstacle important à la révolution prolétarienne.

Car de quoi est-il question dans l'actuelle campagne électorale ? Il s'agit de savoir quel roué politique sera placé à la tête de la V^e République bourgeoise, qui sera le chef de l'Etat du capital monopoliste, c'est-à-dire fondamentalement qui conduira les affaires de la bourgeoisie contre le prolétariat et les masses populaires.

Nous avons dans notre précédent numéro rappelé les antécédents éloquentes du vieux cheval de retour réactionnaire, F. Mitterrand. Et nous savons que nombre de vieux communistes qui nous lisent et nous écoutent n'ont pas oublié, malgré l'auréole « de gauche » que lui a décerné la clique révisionniste de Georges Marchais, la nature réelle de l'ancien pétainiste, ancien ministre de l'Intérieur qui est aujourd'hui leader incontesté de la prétendue « Union de la gauche ».

Dans notre prochain numéro nous tracerons les biographies de Giscard d'Estaing et de Chaban-Delmas.

Cependant, d'ores et déjà il est bien clair que les trois candidats en présence (pour ne pas parler de Don Quichotte Royer) sont tous trois d'éminents représentants de la bourgeoisie.

Et cela seul justifierait une fois de plus l'acharnée campagne anti-électorale qui doit être menée, même et surtout si elle est à contre-courant. Car balayer les illusions en ce domaine est indispensable pour contribuer à renverser l'obstacle révisionniste et créer les conditions subjectives de la révolution prolétarienne en France.

Mais aujourd'hui, nous ne devons pas nous contenter de mener le combat anti-électorale, nous devons ajouter : « la candidature de F. Mitterrand est la plus dangereuse du point de vue des intérêts de classe du prolétariat et des masses populaires ». Exagérons-nous ?

Non et voici pourquoi :

1^o Si Chaban et Giscard s'appuient tous deux sur la volonté de réformes qui anime les masses populaires, c'est Mitterrand qui mystifie, grâce notamment à l'appui des dirigeants révisionnistes du P.C.F., les travailleurs qui aspirent aux changements les plus profonds. A cet égard, Mitterrand représente en quelque sorte le fer de lance de la bourgeoisie pour diviser les masses laborieuses.

Ecoutez à Europe n° 1 cette vieille canaille de G. Defferre qui présente F. Mitterrand comme le seul homme capable d'éviter les « troubles sociaux » dans le cadre du système !

2^o Il est peu d'ouvriers, de travailleurs disposant d'une certaine expérience de la lutte de classe pour s'imaginer que F. Mitterrand apportera le socialisme sur un plateau. Mais trop nombreux sont ceux qui,

abusés par la propagande des renégats du P.C.F. alliés à la vermine trotskyste, s'imaginent encore que « c'est toujours ça de pris », que Mitterrand « c'est moins pire ». Mais pourquoi Mitterrand et pas Giscard et pas Chaban ? Le fond des choses c'est que bien des gens qui connaissent le passé de Mitterrand se laissent endormir par des phrases de type « Mitterrand c'est la gauche » ou « Mitterrand c'est pas la réaction ». Justement, parlons-en, pourquoi ne représenterait-il pas la réaction ? N'est-il pas un authentique représentant de la bourgeoisie ? ou bien la bourgeoisie est-elle devenue progressiste ? C'est à ce stade de la discussion qu'arrive l'inévitable tarte à la crème révisionniste : « Mitterrand sera tenu par ses engagements vis-à-vis des masses et de ses électeurs ». Mais voilà, c'est que tous les candidats prennent des engagements « de justice, fraternité, liberté, etc. ». L'avantage de Mitterrand pour la bourgeoisie c'est qu'il peut renier ses engagements « pour la bonne cause », au nom de la lutte contre « la droite » et donc aux moindres frais.

Souvenez-vous, est-ce que Blum ou Ramadier se sont sentis « tenus » vis-à-vis des masses populaires ? On peut faire confiance à Mitterrand qui se promet d'être Ramadier plutôt que Kerensky, pour marcher sur la trace de ses prédécesseurs et sur sa propre trace. Voici ce qu'a écrit à ce sujet tout récemment cet organe du capital monopoliste qu'est « le Figaro » dans un article plus qu'élogieux sur Mitterrand :

« Ce serait pourtant lui faire injure que de l'imaginer sous les traits d'un inconscient apprenti-sorcier incapable de maîtriser une dynamique qu'il a lui-même mise en route. Car s'il y a une chose que François Mitterrand sait faire — outre écrire — c'est précisément maîtriser et rendre raisonnables les ambitions personnelles ou idéologiques de ceux qui l'entourent. Mordant avec ses ennemis, il est parfaitement capable d'être impitoyable avec ses amis. En outre, il paraît qu'il sait manœuvrer. N'ayant rien oublié des armes qu'il a forgées sous la IV^e République, ayant pris tout ce qu'il pouvait de ce que lui a suggéré le gaullisme auquel il rendra certainement une plus grande justice un jour ou l'autre, tenant compte des espérances généreuses des jeunes socialistes et des réalités plus précises du Parti communiste, il ira, par réalisme et par goût, jusqu'au bout de son formidable pari. »

Loin d'être tenu, Mitterrand mènera la politique de sa classe, avec la fourberie qui a toujours été l'image de marque de la social-démocratie.

Or cette fourberie, l'Histoire a montré à plusieurs reprises qu'elle est la pire des méthodes de lutte employées par les classes réactionnaires. Le loup déguisé en agneau entre plus facilement dans la bergerie et avant qu'on l'en chasse il a fait des dégâts. Pinochet n'était-il pas lui-même un des plus éminents « démocrates » solidaires de l'Union populaire chilienne ?

Derrière Mitterrand ne vous y trompez pas, camarades, c'est la pire réaction qui se cache. C'est une grave illusion de croire qu'elle favorisera le développement des luttes ; au contraire, profitant du manque de vigilance des masses, de leur inégale prise de conscience quant à la nature de Mitterrand, elle mènera une politique anti-ouvrière et anti-populaire de grande ampleur comme le nécessite la grave situation économique du capitalisme.

Il paraît que le « Programme commun » constitue une garantie. Mais c'est une vaste fumisterie. Car même ce programme réformiste bourgeois est dépassé pour les dirigeants socialistes (sauf bien entendu lorsqu'il s'adresse à l'électorat du P.C.F.). D'ores et déjà, Mitterrand a annoncé qu'il nommerait un premier ministre socialiste et Gaston Defferre que les travailleurs du port de Marseille connaissent bien, a déclaré :

« J'accepterai le poste que F. Mitterrand me confiera quel qu'il soit, le premier ou le dernier. »

Voilà l'opération pour laquelle les dirigeants du P.C.F., qui n'ont de communiste que le nom, ont vendu leurs militants : une fois de plus, le groupe révisionniste de Georges Marchais se révèle l'agent électoral le plus zélé de la bourgeoisie. Au nom du fameux et absurde « passage pacifique au socialisme », il se démène sans compter pour faire de F. Mitterrand le chef de l'Etat bourgeois dans le cadre des institutions de cette V^e République qu'ils dénonçaient jadis comme celles d'« un pouvoir personnel ».

Non contents d'avoir permis au Parti socialiste moribond de redevenir un parti relativement influent grâce aux efforts qu'ils ont déployés depuis la signature du « Programme commun », les dirigeants du

MISE AU POINT

● Avant même la mort de Pompidou, l'Humanité rouge avait décidé l'organisation d'une manifestation à l'occasion du 1^{er} Mai.

● Le numéro 225 de « l'Humanité rouge » en date du 11 avril appelait à une manifestation à 10 heures, de la République au Père-Lachaise.

● Le 17 avril, « Libération » publiait un communiqué de différentes organisations d'immigrés appelant à une manifestation le 1^{er} mai à la même heure sur le même parcours.

● Les trotskystes convoquaient ces organisations à une réunion, au cours de laquelle il était décidé d'appeler à manifester le 1^{er} mai à 10 heures de la République au Père-Lachaise... Au cours de cette réunion les trotskystes auraient fait part de leur intention de nous empêcher de manifester.

● Ce sont là les faits.

Nous considérons qu'il s'agit là d'une manœuvre trotskyste destinée à tenter de saboter la manifestation anti-électorale et anti-Mitterrand du 1^{er} Mai, pour tenter d'en faire une manifestation de soutien à Mitterrand, pour créer la confusion.

Que les choses soient claires : les marxistes-léninistes sont décidés à faire échec à cette manœuvre trotskyste et appellent tous ceux qui refusent l'électorale, qui ne veulent pas de Mitterrand, à manifester le 1^{er} mai. Plus nombreux seront ceux qui répondront à cet appel, plus il sera difficile aux trotskystes d'atteindre leur but.

P.C.F. cherchent à lui faire le plein des voix dès le premier tour.

Alors à qui profite cette campagne destinée, selon Georges Marchais, à « ouvrir la voie aux conditions d'applications du Programme commun », c'est-à-dire à ouvrir la voie à un programme lui-même destiné à « ouvrir la voie au socialisme » (en somme une suite infinie de perspectives... mais c'est un trompe l'œil).

Car souvenez-vous, voici seulement un an...

Dès avant les élections législatives de mars 73, les marxistes-léninistes montraient que l'objectif essentiel du P.S. était de piper des voix communistes. L'objectif du P.S. à travers son « union » avec le P.C.F. était électoral à 100 %. Ce qui advint le prouva. Non seulement le P.S. apparut au lendemain de mars 73 comme le grand gagnant du scrutin mais encore il remporta son succès au détriment du P.C.F. Et Georges Marchais dut feindre de se lamenter devant son Comité central sur l'anti-communisme du P.S. :

« Le Parti socialiste, déclara-t-il, a déployé des efforts parallèles à ceux de la grande bourgeoisie pour tenter d'affaiblir notre Parti en reprenant à son compte certains thèmes de l'anticommunisme... Des thèmes comme : « Nous ne voulons pas du communisme », « Nous sommes les garants de la liberté », « Il faut rééquilibrer la gauche pour garantir la liberté » ne pouvaient qu'alimenter les attaques de la bourgeoisie contre le Programme commun et apporter de l'eau au moulin anticommuniste ».

Mais maintenant que la gauche est « rééquilibrée » selon les vœux de Mitterrand, maintenant que la virginité « progressiste » de la social-démocratie a été refaite, ils auraient bien tort, les dirigeants du P.S. de se sentir tenus par le Programme commun et déjà Servan-Schreiber salue « avec un préjugé résolument optimiste l'effort de F. Mitterrand pour se dégager du Programme commun ».

En somme, l'opération montée avec le consentement des dirigeants révisionnistes peut être résumée ainsi : 1^o Union du P.S. avec le P.C.F. pour se « regonfler » dans les masses populaires ; 2^o Conquête du leadership dans l'Union de la gauche, ces deux phases étant d'ores et déjà accomplies nous en sommes à la troisième : 3^o Dégagement du « Programme commun » et constitution d'une nouvelle majorité comme l'annoncent les appels du pied insistants de Mitterrand en direction de tous les politiciens : « je souhaite que l'Assemblée nationale accorde sa confiance au gouvernement qui

(Suite page 7)

MARSEILLE :

Le 30 avril à 20 h 30

Salle Jeanne-d'Arc

boulevard Jeanne-d'Arc (tram 68)

MEETING MARXISTE-LENINISTE

- Contre l'électorale et toute solution bourgeoise à la crise ;
- Pour l'abstention ;
- Pour la révolution prolétarienne.

A l'appel de
L'HUMANITE ROUGE ET DE
LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE
(m.-l.)

LE 1^{er} MAI

MANIFESTATION A L'APPEL
DE L'HUMANITE ROUGE et
GAUCHE REVOLUTIONNAIRE (m.-l.)

à 9 h 30

Escaliers de la gare St-Charles

LIER LES LUTTES ÉCONOMIQUES AUX LUTTES POLITIQUES

A maintes reprises nous avons dit, c'est dans les luttes pour les revendications immédiates — augmentation des salaires en taux uniformes, contre les licenciements, pour le droit au travail, etc. —, c'est dans l'action, par l'occupation des lieux de travail, l'organisation de comités de grève, de piquets de grève, la séquestration des cadres répressifs, que la classe ouvrière élève sa conscience de classe.

En partant du niveau des ouvriers, le rôle des communistes marxistes-léninistes est de se servir de ces luttes, aux objectifs limités, pour élever le niveau de conscience de la classe en s'appuyant sur les éléments avancés. Montrer ce qu'il y a derrière le prix du beefsteak qui augmente — le système capitaliste et sa loi invariable de la recherche du profit maximum. De plus en plus dans les luttes, les ouvriers, employés, etc. passent outre à la légalité bourgeoise, ils la remettent en cause, tout comme la hiérarchie capitaliste. Un nombre grandissant parmi les larges masses laborieuses recoure aux actions violentes et prennent conscience de la nécessaire violence révolutionnaire. Tout cela contribue à saper les fondements idéologiques et politiques de la domination de la bourgeoisie.

Les révisionnistes, pour appâter et tromper les masses, mettent en avant leurs revendications économiques qui, bien qu'étant insuffisantes, ne constituent pas moins un attrait pour les travailleurs. Cela permet ainsi à ces politiciens bourgeois de détourner l'attention des masses de ce qui est l'essentiel : « Qui détient le pouvoir ? », de leurs objectifs idéologiques et politiques. Ils veulent ainsi faire accepter le caractère fondamentalement réactionnaire du contenu de leur programme.

En effet, si leur objectif est de mettre l'économie française sous la houlette du social-impérialisme, quelle est donc l'idéologie et la politique qui domine en U.R.S.S. ? La ligne idéologique et politique du P.-C.-F. serait-elle différente de celle du « grand maître » ?

Quant aux communistes marxistes-léninistes, ils « ne peuvent se limiter à la lutte économique, mais qu'ils ne peuvent admettre que l'organisation des divulgations économiques constitue le plus clair de leur activité. Nous devons entreprendre activement l'éducation politique de la classe ouvrière, travailler à développer sa conscience politique ». (Lénine dans « Que faire » à l'égard des social-démocrates.)

Trop souvent les « feuilles » des communistes marxistes-léninistes ont un reflet économiste. Dénoncer, appeler à la lutte, participer à la lutte pour des augmentations salariales uniformes, contre les mauvaises conditions de travail, contre les licenciements, contre le chômage, etc. est une chose parfaitement juste mais insuffisante. Il faut nécessairement que nos « feuilles » apportent des connaissances politiques, fassent des divulgations politiques, dénoncent politiquement le révisionnisme moderne, obstacle principal à la révolution prolétarienne, mettent à nu la nature du social-impérialisme soviétique, moins bien connu des masses que l'impérialisme américain.

Leur véritable but n'est pas de satisfaire les revendications des travailleurs, en faisant intact l'Etat bourgeois. Ils ne se donnent absolument pas les moyens de le faire — leur but est de « gérer loyalement le capitalisme » —, il est donc politiquement et idéologiquement réactionnaire dans son contenu de classe.

Dans les syndicats où nous militons, nous devons être fermes sur les principes et souples dans la tactique.

Mais cela ne veut pas dire accepter n'importe quelle tâche. Les révisionnistes, par exemple, nous proposent d'être diffuseurs de « la Vie ouvrière » et ainsi nous utiliser à diffuser le venin révisionniste. Cette tâche est donc à l'opposé de notre idéologie marxiste-léniniste et nous devons la refuser tout en mettant le problème sur la table et en ayant soin de rappeler les statuts de l'organisation syndicale afin d'élever la conscience de classe des syndiqués.

Ne craignons pas les difficultés, que les noyaux de l'avant-garde prennent en main les divulgations politiques et les portent à la connaissance des masses pour préparer la révolution prolétarienne.

Luc DACIER.

La Brinks France... un pont d'or

La Brinks France, société de convoyage de fonds, dépend des grandes banques capitalistes (Union des Banques et Crédit Lyonnais).

Elle transporte les fonds des banques ainsi que ceux de la R.A.T.P. et des grandes compagnies pétrolières.

Les principaux services (roulage et comptage) regroupent 570 employés de vingt-cinq à quarante ans dont 60 % proviennent de professions très diverses (imprimerie, chauffeurs, bouchers, artisans, etc.). 20 % ont poursuivi des études (bac, brevet) et 20 % proviennent de l'armée et de la police.

et la colonne vertébrale sont aussi en mauvais état.

Ces fourgons sont parqués à 100 dans un garage pour 70, là aussi manque d'aération. Il faut dire qu'au-dessus il y a le réfectoire et les vestiaires ; en cas d'incendie la seule issue de secours passe par le garage. La porte de « sécurité » est fermée pour la « sécurité » des fonds, et la sécurité des travailleurs ils s'en moquent !

L'infirmerie, elle, existe en paroles, mais il n'y a rien pour les premiers secours.



E. Kagan

Vous avez sans doute remarqué ces chauffeurs de la Brinks, en uniforme, pistolet à la ceinture, dans des camions spectraux bleus clairs et vous avez pensé tout de suite à une sorte de mi-policiers, mi-militaires, et pourtant les travailleurs de la Brinks, mis à part les 20 % provenant de la police et de l'armée, sont des travailleurs comme les autres.

Les différents syndicats sont par ordre d'importance : CFDT, FO, CGT, CFTC, CGC, et la fédération des routiers (pro-patronale).

D'abord les fourgons : ils datent de 1964 ! Les chauffeurs souffrent du manque d'aération et du refoulement des gaz. De plus, ce sont des engins de mort ; les freins, les pneus, la boîte à vitesses en mauvais état. En hiver, ils ne sont pas chauffés. Et les sièges, si importants pour les reins

Toutes ces conditions de travail influent sur l'état de santé des travailleurs, des prises de sang prouvent l'intoxication, il s'en suit des malaises, des pertes de connaissance, affections pulmonaires, sans oublier les maux de reins, les déplacements de vertèbres. Donc de nombreux arrêts de travail, et là, le comble, la direction envoie ses propres inspecteurs vérifier que l'on est chez soi, et refuse de payer si l'on s'absente !

LA GREVE

Les travailleurs de la société Brinks France en grève à 100 % soit 600 travailleuses et travailleurs. Depuis plus de trois semaines les travailleurs occupent le hall et les sorties de véhicules.

Revendications :

- 150 F par mois pour tous.
- Paiement à 100 % des journées de grève.
- De meilleures conditions de travail.

La direction refuse de négocier et fait intervenir les forces de l'ordre, il y a eu cinq interventions de police et un jugement en référé.

Ces fourgons blindés sont de véritables cocottes-minutes, il y fait jusqu'à 50 degrés à l'intérieur, mais de cela la direction s'en moque, seul le profit l'intéresse.

Aux revendications des travailleurs elle répond qu'elle ne fait pas de bénéfices, mais reconnaît qu'elle investit. Elle investit, pour augmenter ses profits, mais pas pour améliorer les conditions de travail.

Les travailleurs de Brinks France ne veulent plus suer pour engraisser ces messieurs les banquiers, aussi sont-ils décidés à mener la lutte jusqu'au bout.

Les femmes ne sont pas en reste, ce sont elles qui ont déclenché la grève, et leurs camarades routiers se sont joints à la lutte.

La direction s'en tenant toujours à sa position intransigeante, les travailleurs durcissent la grève, collectent des fonds. Ils sont conscients que la lutte sera longue et dure, et que les patrons ne cèdent que devant la force.

SOUTENONS, POPULARISONS LA LUTTE DES TRAVAILLEURS DE LA BRINKS FRANCE.

Un lecteur d'H.R.

DANS PROLETARIAT N° 5

UN DOCUMENT EXCEPTIONNEL

Comment édifier le parti marxiste-léniniste :
CREATION EN FRANCE
D'UN VERITABLE PARTI REVOLUTIONNAIRE
DU PROLETARIAT
(Pratique et expérience accumulées
d'octobre 1963 au 12 juin 1968)

Dans cet article Jacques Jurquet, directeur politique de la revue, secrétaire politique du Parti communiste marxiste-léniniste de France interdit le 12 juin 1968 dresse un bilan riche en enseignements de la lutte entre les deux lignes pour redonner au prolétariat un parti révolutionnaire authentiquement communiste.

A l'heure où cette lutte acharnée se poursuit, nul militant se réclamant du marxisme-léninisme et de la pensée maotsetoung ne peut ignorer ce bilan historique.

L'article est illustré de nombreux documents qui font date et constituent des références irremplaçables.
Dans le même numéro :

LOUIS ALTHUSSER, UN REVISIONNISTE DE « GAUCHE », par H. Jour.

Un article destiné à dégager les grands aspects du courant althussérien et sa nature réelle,
et un récit-bilan d'une grève : Abattoirs Doux à Pédernec.



ECRIRE DES
MAINTENANT

à E-100

70 rue de Belleville

Paris 20°

Renault-le-Mans

ENCORE UNE TRAHISON DES CHEFS RÉVISIONNISTES

Fin mars et au cours de la première semaine d'avril, les ouvriers de Renault-Le Mans ont engagé la lutte. Dans la plupart des ateliers des mouvements ont eu lieu : baisse des cadences à 50 %, débrayages, délégations massives auprès des chefs (et séquestration de deux d'entre eux); ces actions sont parties de la base. Les revendications étaient variables : tantôt monter dans la grille des indices, tantôt pour 20 000 uniformes, tantôt pour une prime, toutes ces revendications convergeant vers une hausse des salaires rendue urgente par la hausse des prix.

Face à cette division, les chefs révisionnistes jouaient sur du velours pour briser le mouvement bouchée par bouchée. C'est à cette occasion que l'on a pu voir le délégué révisionniste Blondeau faire comprendre aux gars du 73 qu'ils étaient assez payés...

La plus « belle » victoire que les chefs révisionnistes ont remportée sur les travailleurs a eu lieu au bâtiment Y : face à une assemblée générale de cent travailleurs, les délégués C.G.T. ont réussi à démobiler en parlant d'un éventuel lock-out, sans même que la direction n'en parle elle-même ! c'est clair : les chefs révisionnistes ont eux-mêmes menacé du lock-out les ouvriers ! Après la reprise, ils ont présenté comme des résultats « appréciables » (sic)... le paiement d'une partie des heures de grève, des augmentations d'indice (et encore pas tout de suite) pour trente-cinq ouvriers ; au total, moins que rien pour la majorité des travailleurs. Enfin, tenez-vous bien, le résultat le plus appréciable parmi ces résultats appréciables était pour la direction C.G.T. l'ouverture de négociations « dès que le travail aura repris au Mans », c'est-à-dire : reprenez le

travail contre du vent (signalons de plus que dès le lendemain, le travail ayant repris, la direction revenait sur sa parole et refusait la parlotte avec les chefs syndicaux, qui furent donc bien mal récompensés de leurs efforts !).

Les chefs syndicaux jaunes de la C.G.T. ne connaissent plus de limite dans la collaboration de classe. En fait, ils sont fin prêts pour se transformer en syndicat « à la polonaise » en cas de venue au pouvoir de la fausse « gauche » : la direction de Renault a déjà tellement confiance en eux que l'an dernier, avant les élections de mars 1973, elle a reçu en grande pompe (avec visite de l'usine, s'il vous plaît !) les dirigeants de la fédération de la Sarthe du P.«C.»F. venus pour discuter de la gestion de Renault dans le cas où la « gauche » passerait ! D'autre part, les dirigeants C.G.T. se sont déjà distingués par des agressions fascistes (notamment en 1971) contre les militants révolutionnaires, saoulant des ouvriers pour qu'ils les aident dans leur entreprise. Ils ont distribué des tracts — notamment lors de l'assassinat d'Overney — appelant au meurtre contre les « gauchistes ».

Mais il ne faut pas voir un seul aspect des choses : si les chefs révisionnistes tiennent aujourd'hui le haut du pavé, ce n'est pas sans rencontrer de la résistance, y compris dans les rangs de la CGT : ainsi ces cégétistes du bâtiment P qui ont décidé cette année qu'il ne suffisait plus de rayer quelques noms sur les listes aux élections de délégués, mais qu'il fallait voter C.F.D.T.

Cet après-midi, les ouvriers de l'affûtage se sont mis en grève illimitée avec occupation. Ils demandent de passer de l'indice 170 à 180.

Vive la lutte des ouvriers de Renault-Le Mans !

Correspondant H.R.

Cazeneuve (Plaine Saint-Denis)

Non aux manœuvres révisionnistes, rejetons la collaboration de classes !

Un rassemblement a eu lieu mardi 2 avril à 10 heures devant l'usine à l'appel des U.L., C.G.T., C.F.D.T. et F.O. de la ville.

Regroupant seulement 150 à 200 personnes, alors que l'usine comporte plus de 500 ouvriers, on peut se demander si une mobilisation suffisante a été faite et si cette grève était bien la grève de tous les travailleurs.

Elle semble plutôt être celle des dirigeants révisionnistes du P.«C.»F.

Et les interventions faites le confirment : depuis le délégué C.G.T. de l'usine jusqu'au bonze soi-disant « communiste » de la ville en passant par le responsable de l'U.L. C.G.T. de St-Denis.

Et tout ce beau monde, qui n'a jamais dû mettre les pieds à Cazeneuve, a crié unanimement : Nous voulons négocier, nous voulons négocier !...

En effet, on nous a dit et répété, que si les travailleurs avaient occupé l'usine, la faute en revenait à la direction qui refusait systématiquement d'engager les négociations. Ainsi pour ces messieurs les révisionnistes, ce qui compte ce ne sont pas les revendications, ce n'est pas la lutte des ouvriers, mais les négociations. Comme si il suffisait de se réunir autour d'une table pour que les ouvriers obtiennent satisfaction, comme si les luttes victorieuses du Joint Français, à Pennaroya, à Lip, ne montrent pas que c'est seulement devant la force que cèdent les patrons, que des né-

gociations sans rapport de force en faveur des ouvriers sont inévitablement vouées à l'échec ; que ce que les patrons ne peuvent obtenir par des paroles (les négociations) ils cherchent à l'obtenir par la force, par l'intervention policière !

Et que réclament donc les responsables C.G.T. dans leurs interventions ? La satisfaction immédiate d'une première série de revendications (lesquelles ? silence complet), l'engagement de négociations (et rebelote !)

Néanmoins, une intervention mérite notre attention, car elle va dans le sens d'une lutte classe contre classe : c'est celle faite par le délégué C.F.D.T. de l'usine (la section C.F.D.T. existe depuis peu dans l'usine ; elle a pratiquement démarré avec cette lutte.) Cette intervention a mis en relief une revendication essentielle, la suppression du travail au boni. Le délégué C.F.D.T. a montré que cette forme de travail est un facteur de perte de salaire, d'augmentation des cadences, de division entre les ouvriers.

Or cette revendication essentielle, on la cherche vainement dans les tracts et interventions de la C.G.T. et du P.«C.»F.

Là encore les révisionnistes montrent quel est leur camp : celui de la bourgeoisie.

Mais une conscience anti-révisionniste commence à naître chez les travailleurs de chez Cazeneuve. Cela s'est vu au cours de l'intervention de la

ECHOS DES LUTTES DE LA SEMAINE

Toulouse : Les employés de banque ont montré leur détermination à vaincre

Après plus d'un mois de lutte, le mouvement gréviste prend fin. Entre temps, les employé(e)s ont mené un combat remarquable à plus d'un titre. Au fil du temps, la popularisation s'est développée et le soutien aussi : ainsi des affiches ont été apposées dans la ville, expliquant les légitimes revendications des travailleurs (cf. H.R. n° 223) ; ainsi des collectes ont été entreprises. (Sortie d'un meeting ; hôpital Purpan, usine Azote et Produits Chimiques). Ainsi des manifestations de rue massives ont continué de même que des piquets de grève. (A noter la tentative d'infiltration d'un syndicat C.F.T.).



LES NEGOCIATIONS ET SA CONCLUSION :

Petit à petit, les négociations entre l'intersyndicale (C.F.D.T., C.G.T., F.O., C.G.C.) et le patronat bancaire local démarraient.

Astucieusement, les banquiers allaient mener une politique de division qui allait réussir... L'Association Patronale Bancaire (regroupant le secteur nationalisé et privé) ne « lâchait » finalement qu'aux banques nationalisées (Société Générale, B.N.P., Crédit Lyonnais) : en gros : 250 F et 20 points (80 F) pour tous au titre du maintien et de la progression du pouvoir d'achat, remboursement à 64 % des jours de grève ; 26 jours de congés au lieu de 24.

D'autre part, les femmes « obtenaient » le principe de la création d'une crèche interbancaire.

Correspondant H.R.

Staud (Champagne) : La lutte, ça paie !

Depuis le début de l'année, en deux grèves successives, les ouvriers de chez Staub à Champagné (fabrication de machines agricoles) ont obtenu plus de 20 % d'augmentation et le treizième mois.

Cette deuxième grève est partie de la base. Les ouvriers ont débrayé tous seuls, surprenant les délégués C.G.T. Ceux-ci organisent un vote : les travailleurs décident à une large majorité la grève illimitée avec occupation.

Cette seconde grève a été très dure. Des cadres eux-mêmes fondaient en voiture sur les piquets de grève. Mais les ouvriers ont remporté une nouvelle victoire.

Désormais un professionnel est payé chez Staub au niveau des salaires les plus élevés dans la région. Il reste encore des problèmes, en particulier :

- celui des bas salaires, qui ont été défavorisés par l'augmentation au pourcentage (en grande partie) ;
- celui de possibles poursuites judiciaires contre les responsables syndicaux...

Soyons certains que les ouvriers de chez Staub sauront riposter comme il se doit !

En tout cas, nous, communistes marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge, nous saluons leurs luttes et nous les assurons de notre soutien le plus total.

Correspondant H.R.

S.E.M.M.-Caravelair

Grâce à leur action les travailleuses et travailleurs ont fait reculer le groupe Maury-Garnier. Maintenant il accepte d'en prendre 540 ; il reste quand même 90 sur le carreau : pour ceux-là les propositions sont un peu trop floues : 43 retourneraient à la S.N.I.A.S. ; 20 travailleraient ailleurs (où ça ?) ; le groupe créerait une société (la S.I.C.) qui fabriquerait des caravanes jusqu'en décembre, pour le reste... ?

A la SEMM on veut des garanties véritables pour les 90 restants.

Garanties aussi sur les salaires en effet avec les propositions du groupe, primes comprises ils baissent de :

- 40 % pour un O.S.,
- 34 % pour un P1,
- 43 % pour un mensuel de bas coefficient (employés de bureau).

Ces salaires, ces primes ils les ont acquis par la lutte et il n'est pas question pour eux de les perdre. Ils continuent l'occupation jusqu'au bout. De notre côté, plus que jamais, dans nos villes, nos quartiers, nos lieux de travail brisons le silence de la bourgeoisie, informons la population de cette lutte, organisons la solidarité prolétarienne et populaire pour qu'ils puissent tenir dans leur occupation.

Un lecteur de l'Humanité-Rouge.

C.F.D.T. pendant laquelle plusieurs ouvriers manifestaient leur approbation par des hochements de tête et par de chaleureux applaudissements à la fin de cette intervention. Pour les travailleurs de chez Cazeneuve qu'ils soient militants (de base) du P.«C.»F. ou non, la solution ne consiste pas dans la voie de la démission, dans la ligne de la collaboration de classes, mais dans la lutte déterminée classe contre classe, dans l'unité à la base et dans l'action, dans la mise en place de structures (dans le genre du comité d'action à Lip) permettant la plus large démocratie prolétarienne. Tôt ou

tard, les travailleurs de chez Cazeneuve comme tous les travailleurs, s'engageront dans cette voie ; ils lutteront aux côtés de l'avant-garde marxiste-léniniste pour le triomphe de leurs revendications (et non celles des bonzes syndicaux de la C.G.T.) pour la révolution prolétarienne et le socialisme garanti par la dictature du prolétariat.

A bas la collaboration de classes ! Vive la lutte classe contre classe !

Travailleur, rejoins ton parti marxiste-léniniste.

Correspondant H.R.

Travailleurs français et immigrés, une seule classe ouvrière, les mêmes droits !



Qui aujourd'hui, se préoccupe des travailleurs immigrés ? Eux ne votent pas, alors... Les candidats à la présidence, si prompt à faire des promesses pour gagner des voix font comme s'il n'y avait pas dans notre pays plusieurs millions de travailleurs immigrés.

Tous les représentants de la bourgeoisie, qu'ils soient de droite ou de « gauche », qu'ils s'appellent

Chaban, Giscard ou Mitterrand, cherchent à perpétuer la division de la classe ouvrière. En ce qui concerne les représentants de la « majorité » les choses sont claires. Ils ont encouragé les campagnes racistes, ils ont protégé les tueurs de travailleurs immigrés (où en est l'enquête sur l'attentat criminel contre le consulat d'Algérie à Marseille ?). Ils ont mis en place la circulaire Fontanet. Alors que la crise capitaliste va en s'aggravant ils cherchent et chercheront par tous les moyens à diviser la classe ouvrière.

Quant à la prétendue gauche, elle se dit « antiraciste » mais regardons les faits.

Les « socialistes » en tant que responsables numéro un de la terreur colonialiste en Algérie portent la responsabilité de l'existence dans notre pays du racisme antiraciste.

Et n'a-t-on pas vu, à Marseille, Gaston Defferre refuser de recevoir l'ambassadeur d'Algérie après l'attentat contre le consulat ?

Quant aux dirigeants révisionnistes, eux aussi se disent antiracistes, mais que font-ils ?

Récemment à la Mutualité, leurs hommes de main agressaient et frappaient sauvagement des travailleurs immigrés pakistanais grévistes de la faim. Dans les entreprises, comme à l'Alsthom Saint-Ouen par exemple, des responsables C.G.T. profèrent des insultes racistes.

Ils ont approuvé la circulaire Fontanet lors de sa sortie.

Ils sont partisans d'un « statut des immigrés », cherchant ainsi à diviser la classe ouvrière en faisant des immigrés une catégorie à part.

Dans les municipalités qu'ils dirigent, ils se plaignent de la présence de travailleurs immigrés et déclarent qu'ils constituent une « charge fiscale ». En réalité, les dirigeants révisionnistes sont les principaux artisans de la division de la classe ouvrière et portent la responsabilité de la pénétration du racisme dans les rangs ouvriers. Cette responsabilité n'est pas due seulement à leur inertie, à leur refus de lutter contre le racisme, mais aussi au rôle actif qu'ils jouent pour propager les idées racistes, pour entretenir la division. Il ne peut y avoir de lutte antiraciste conséquente sans lutte antirévissionniste.

Dans la situation actuelle, il importe plus que jamais d'œuvrer à l'unité de la classe ouvrière de France, des travailleurs français et immigrés. Ce sera là un des aspects de la manifestation du 1^{er} mai.

Œuvrer à cette unité c'est en particulier combattre pour l'égalité des droits entre travailleurs français et immigrés, contre toutes les mesures qui visent à couper la classe ouvrière en deux. Dans ce combat, les antiracistes auront à affronter la bourgeoisie dans son ensemble.

LA RENTRÉE A TOLBIAC...

Alors qu'à la rentrée, Luchaire, président de Paris I (membre du B.N. des radicaux de « gauche ») avait organisé le contrôle des cartes d'étudiant à l'entrée de la fac, mobilisant ses vigiles pour occuper l'intérieur et bloquer les issues de secours, alors que par trois fois les flics ont « évacué » la fac, que soixante-quatorze étudiants furent embarqués, que huit sont toujours menacés d'inculpation pour coups et blessures contre les vigiles (un étudiant ne réussissant pas à donner un coup de poing aurait griffé une vigile !), alors que la fac avait été fermée dix jours avant les vacances à la suite des luttes contre la réforme Fontanet. Les révisionnistes et les trotskistes, main dans la main, sabotaient le mouvement. Rentrant à fond dans le cirque électoral (l'A.J.S. appelle à voter Mitterrand au premier tour !), ils « oublient » la réforme Fontanet, se taisaient sur le fait qu'elle est NECESSAIRE à la restructuration capitaliste actuelle, et cantonnaient la lutte au contrôle des cartes (sans pour autant travailler à la mobilisation des étudiants même sur ce problème-là). Les trotskistes et les révisionnistes ont montré leur vrai visage : ils ne sont que l'endroit et l'envers d'une même médaille, celle de la bourgeoisie.

Les marxistes-léninistes de l'Humanité Rouge seront toujours là pour les démasquer, ils dénonceront le Programme commun, les illusions électorales et toutes les solutions bourgeoises à la crise.

A bas la restructuration capitaliste à l'université !

Non à la réforme Fontanet !

Ni majorité ni Programme commun, une seule solution, la révolution prolétarienne !

Correspondant H.R. Tolbiac.

37 travailleurs immigrés en grève de la faim

Depuis le 25 mars, à Paris, dans le 17^e, ce sont dix-neuf Pakistanais, quatre Mauriciens, treize Tunisiens et Marocains, menacés d'expulsion et après s'être adressés à leurs ambassades respectives d'où ils ont été évincés, ils se sont retrouvés contraints de faire la grève de la faim.

Comment en sont-ils arrivés à cette grève ?

Les Pakistanais, par exemple, sont venus par une annonce leur promettant du travail en France, moyennant le paiement du billet d'avion charter plus 600 dollars. Ils se sont retrouvés à vendre des journaux (France-Soir, Le Journal du Dimanche) payés environ 10 F par jour, ils dépensaient 8 F par jour de loyer chacun à six ou huit par chambre.

Des démarches ont été faites auprès du ministère du Travail et autre organisation gouvernementale où ils n'ont reçu aucune garantie pour leurs revendications, mais les mesures de division, elles, n'ont pas manqué. Les Pakistanais peuvent présenter leur demande de carte de travail avant juillet. Aux Pakistanais et aux Mauriciens il a été proposé de les rapatrier gratuitement, mais aucune proposition pour les travailleurs arabes.

Des précisions sur le « soutien » et le caractère du soutien apporté par des groupements politiques et syndicaux sont nécessaires. Les grévistes ont proposé un tract que la C.G.T. a tiré avec... quatre falsifications. Les grévistes en colère ont mis les quatre mille tracts à la poubelle ! Une claque aux révisos !

D'autre part, lors du meeting dit antiraciste organisé à la Mutualité par la C.G.T., C.F.D.T., F.E.N., le bureau directeur, alors qu'il était tombé d'accord avec les grévistes sur la lecture d'un texte par ceux-ci, leur a refusé le temps de parole au dernier moment. Quand ceux-ci ont insisté, le service d'ordre est intervenu en les matraquant violemment. Bilan : deux personnes ont eu des côtes cassées dont un gréviste.

Depuis le début, les grévistes ont demandé aux révisionnistes une salle à la Bourse du Travail. Ceci leur permettait de faire le lien avec les travailleurs français : ils ont donné leur accord. Les grévistes attendent encore la salle !

Voilà l'attitude crapuleuse des révisionnistes vis-à-vis des travailleurs immigrés.

Correspondant H.R.

DARBOY IMPRIME DARBOY



Voici quelques extraits de la feuille portant le titre ci-dessus, faite par la trentaine de grévistes décidés à lutter jusqu'au bout.

Quelques rappels utiles :

« Les délégués de Darboy sont allés à plusieurs reprises au Syndicat du Livre Parisien C.G.T., pour chercher des conseils : il leur a été répondu qu'il n'y avait pas grand chose à faire, donc de s'en aller proprement en expliquant qu'on ne pouvait rien faire contre les fermetures d'entreprises prévues par le VI^e plan et que la situation de l'entreprise était trop catastrophique pour entamer une lutte prolongée.

De plus, il nous a été dit que Darboy n'était pas connu comme Larousse. Quitte à dire deux mois plus tard, au moment du redémarrage, que Darboy n'a pas besoin de publicité comme Brigitte Bardot.

L'occupation s'impose en deux temps : le 22 février, puis définitivement le 1^{er} mars. »

Par ailleurs :

« Tous les articles signés « Les travailleurs de Darboy » — et nous en avons écrit pour de nombreux journaux — tous les tracts sont écrits et discutés collectivement. C'est pour nous le meilleur moyen de ne pas se faire manipuler, de faire respecter notre propre lutte (...)

L'idée que Darboy puisse redémarrer avec nous se développe peu à peu. Les indemnités, bien sûr, c'est important, mais garder notre emploi sur place, ça l'est plus encore. »

LE REDEMARRAGE

« Quelques-uns avaient bien eu d'abord l'idée de faire redémarrer les machines, mais presque personne n'y croyait (...)

Chaque argument a été discuté méthodiquement ; on est tous arrivés au point de vue qu'en travaillant à notre

rythme, on éliminait presque le risque d'accident, qu'un redémarrage, en faisant parler de nous, jouerait plutôt en notre faveur.

Il a fallu une semaine de discussions laborieuses pour arriver à un point de vue en commun : ON REDEMARRER. Et cette décision a été prise à l'unanimité.

Le travail a permis de nous assurer une paie hebdomadaire de subsistance, mais pas les indemnités qui nous sont dues. Les paies sont égales pour tous et ne tiennent compte ni des anciennes spécialisations ni des salaires antérieurs (...).

Nous sommes décidés à tenir le temps qu'il faudra.

« En cas d'intervention de force publique, nous comptons sur les habitants et les travailleurs de Montreuil pour avoir une présence dissuasive vis-à-vis de la police, protectrice pour nous. Une sirène servira d'avertisseur. »

solidarité avec l'Espagne en lutte



Samedi 20 avril s'est tenu, à la Mutualité à Paris, un meeting de solidarité avec l'Espagne en lutte, à l'occasion du 43^e anniversaire de la proclamation de la II^e République.

Bien que les révisionnistes aient avancé d'une semaine leur « six heures » apolitiques pour « compatir » avec les prisonniers politiques espagnols, de nombreux Espagnols,

jeunes et moins jeunes, parmi lesquels plus d'un combattant de cette République dont on commémorait le 43^e anniversaire, se trouvaient à la Mutualité. Au fond de la tribune, un immense drapeau aux trois couleurs républicaines.

Bien entendu, ce meeting était loin d'être une simple réunion de commémoration : la République, la question de la République est au cœur des luttes actuelles du peuple d'Espagne. C'est ce qu'ont rappelé avec force les différents orateurs, celui de la Fédération des Jeunesses socialistes, celui du F.R.A.P., comme celui de l'A.R.D.E. (un ancien d'ailleurs de la II^e République). L'oligarchie espagnole entend préparer aujourd'hui son avenir, le franquisme sans Franco : elle veut pour cela restaurer la monarchie et cherche désespérément un pantin pour tenir ce piètre rôle de « roi d'Espagne ». Le sentiment républicain, très profond chez les peuples d'Espagne, et indissociable du sentiment antifasciste, est ranimé par nos camarades du F.R.A.P. — alors que les révisionnistes espagnols ont abandonné et trahi et le premier, et le second, se déclarant prêts à passer un « pacte » avec la future monarchie !

C'est dire l'importance de ce meeting, qui regroupait sur un fait très large, autour du F.R.A.P., tous les républicains et antifascistes espagnols. Notons que de tels meetings se sont tenus un peu partout en Europe et en France — à Toulouse, Montpellier, Perpignan, Lyon...

Les préparatifs hâtifs de restauration de la monarchie ont été vigoureusement dénoncés — l'orateur du F.R.A.P. a déclaré que les peuples d'Espagne devaient se tenir prêts à se mobiliser pour empêcher cette restauration. Cet objectif est indissociable de la lutte contre la dictature franquiste, car la monarchie ne serait rien d'autre qu'un nouveau visage du franquisme.

La répression sauvage qui s'abat sur les antifascistes espagnols a été dénoncée. Le martyr de Cypriano Martos, Puig Antich a été rappelé — et on a informé la salle que les juges franquistes avaient requis cinq peines de mort contre des militants du F.R.A.P. Tenons-nous prêts à riposter à cette nouvelle tentative d'assassinat.

A bas la dictature de Franco !

Solidarité avec l'Espagne en lutte !

Solidarité avec nos camarades du F.R.A.P. menacés de mort !

Que vive la République espagnole, fédérative et populaire !

procès colonialiste

... Comme vous pouvez le constater, la situation se caractérise par une intensification de la répression : les colonialistes français et les békés soutenus par leurs complices de tout bord, sont décidés à briser dans l'unif toute tentative d'organisation de la classe ouvrière martiniquaise, à baillonner toutes les couches du peuple ; des jeunes du Gros-Morne après avoir été torturés sans pitié se sont vus condamnés à deux mois de prison avec sursis ; les forces de répression déploient leur arsenal jusque sur les terrains de sport ; sous prétexte de lutte contre le bruit, un arrêté préfectoral vient d'interdire toute manifestation même joyeuse. Il s'agit de priver le peuple de ses droits les plus élémentaires.

Puisqu'aussi bien « la résistance à l'oppression est un droit naturel » disait l'héroïque Delys, la riposte organisée est plus que jamais à l'ordre du jour. Les ouvriers agricoles réagissent fermement à

cette phase de la lutte. Ils reçoivent comme il se doit par le mépris les représentants de l'ordre colonial ; ils refusent de se laisser interroger et encore moins de se laisser arrêter.

Devant la « Justice » ils ont décidé purement et simplement de dénoncer les crimes de békés sur l'habitation et les manœuvres d'intimidation dont ils sont l'objet.

Nous sommes résolus à faire de ce procès le procès du colonialisme français.

Aussi, à cette occasion, l'U.P.S.O.A. espère-t-elle bénéficier du soutien politique internationaliste des Organisations marxistes-léninistes luttant contre l'impérialisme français, ennemi numéro un des peuples opprimés de la Guadeloupe, la Guyane, la Réunion et de la Martinique.

Martinique le 10 avril 1974, extraits d'un communiqué de l'Union Patriotique de Soutien aux ouvriers agricoles.

EDITORIAL (suite de la page 3)

sera constitué », et encore comme il le disait à son ancien collègue Chaban-Delmas lors d'un face à face à Europe n° 1 :

« Un candidat à la présidence n'a pas à défendre un programme de gouvernement » (17 avril 1974).

Voilà la seconde raison pour laquelle Mitterrand est le candidat le plus dangereux du point de vue du prolétariat : son ascension comme toute son action s'accomplit sur le dos du prolétariat et des masses populaires.

3^e La troisième raison pour laquelle F. Mitterrand représente le plus grand danger, c'est que pour obtenir une trahison complète et totale de la part des dirigeants du P.C.F. à un moment où la classe exploiteuse a un besoin impétueux de « paix sociale », il n'hésite pas à faire des concessions extrêmement graves de conséquences à la superpuissance soviétique. Le prolétariat aurait tort de croire que cette contrepartie offerte aux révisionnistes dirigeants du P.C.F. est conforme à ses intérêts révolutionnaires. En effet, nous ne devons à aucun prix nous désintéresser de la situation internationale et pratiquer la politique de l'autruche. Nul ne peut ni ne doit ignorer la rivalité acharnée qui oppose impérialistes américains et sociaux-impérialistes soviétiques dans leur lutte pour la domination mondiale. Cette rivalité qui a l'Europe comme théâtre principal d'opération porte en elle une troisième guerre mondiale : dès maintenant le

cliquetis des armes sur notre continent est à cet égard impressionnant. Toute concession face aux deux superpuissances est un encouragement pour elles à aller plus loin, c'est notamment compte tenu du rapport des forces existant un encouragement aux visées expansionnistes des nouveaux tsars, et en fin de compte un facteur de guerre, tout comme Munich accéléra voici trente ans l'éclatement de la seconde guerre mondiale.

Aujourd'hui, lutter contre la guerre ce n'est pas faire du pacifisme bélant mais lier indissolublement la lutte pour l'indépendance nationale à la lutte pour la révolution prolétarienne.

Car indépendance nationale et révolution prolétarienne se conditionnent mutuellement. C'est pourquoi les concessions promises d'ores et déjà par Mitterrand au social-impérialisme soviétique constituent une grave menace pour les intérêts du prolétariat et du peuple de notre pays et l'on aurait tort de se rassurer lorsque Mitterrand déclare : « La France n'est pas le Chili pour des raisons économiques et GÉOGRAPHIQUES » (souligné par nous). Il a raison, non que la réaction renonce à employer les armes contre le prolétariat, mais parce que l'Europe est l'enjeu clé de la rivalité des deux superpuissances et qu'aucune d'entre elle ne peut accepter une victoire de l'autre, et parce que le rapport des forces sur tous les plans entre l'impérialisme U.S. et le social-impérialisme soviétique est

en faveur de ce dernier, contrairement à l'exemple du Chili. Et cela ne vaut pas mieux !

Cartes, sur toutes ces raisons pour lesquelles nous devons mener un combat acharné de démythification de Mitterrand, les choses sont loin d'être claires dans le prolétariat et dans les masses populaires du fait du reniement historique du communisme par les dirigeants du P.C.F. Mais justement parce que nous combattons à contre-courant et pour servir la cause révolutionnaire du prolétariat et des peuples du monde, nous devons tout mettre en œuvre pour faire pénétrer la juste appréciation de la situation intérieure et extérieure de la France, nous devons oser lutter contre les idées fausses, oser lutter contre le révisionnisme.

Telles sont les raisons pour lesquelles les marxistes-léninistes sont décidés à donner la plus grande ampleur politique possible à la journée révolutionnaire du prolétariat qu'est le 1^{er} mai.

Cela affole les dirigeants révisionnistes et tous les responsables politiques qui appellent au scrutin électoral, notamment en faveur de Mitterrand.

En particulier, les anticommunistes trotskystes cherchent à semer la confusion et annoncent leur volonté de saboter les initiatives anti-électorales et anti-Mitterrand. Partout, ils peuvent être certains que le prolétariat révolutionnaire les recevra comme il se doit !

Contraception Avortement

PAS DE TRÈVE ÉLECTORALE POUR LES REVENDEICATIONS DES FEMMES

En dépit du désistement d'un certain nombre d'organisations — révisionnistes en tête, qui ont précipitamment retiré un soutien tardif et du bout des lèvres — plusieurs milliers de personnes ont manifesté dans Paris, samedi dernier, pour imposer une juste et urgente revendication : « Contraception, avortements libres et gratuits ».

Parmi les manifestants qui refusaient ainsi la « trêve électorale » qu'on entendait leur imposer, on remarquait un grand nombre de femmes.

Car celles-ci ne veulent plus attendre qu'on examine interminablement leurs revendications pour, au bout du compte, leur consentir une odieuse « réformette » de la loi répressive de 1920 qui continue de tuer, de mutiler, de traumatiser des milliers de femmes qui ne veulent pas ou qui ne peuvent pas accepter leur grossesse.

Les promesses électorales, elles n'y croient pas. N'est-ce pas en période électorale, que, sans la poussée du vaste mouvement de colère déclenché par l'odieux procès de Bobigny, on leur a assuré que leurs revendications seraient immédiatement satisfaites ? Il y a plus d'un an de cela et de projet réactionnaire en contre-projet archi-réactionnaire, c'est toujours le règne de la loi répressive de 1920.

Il est clair que cette loi sert les intérêts de la bourgeoisie qui s'y cramponne âprement. Les femmes — premières concernées — doivent donc s'organiser pour prendre en charge elles-mêmes leurs revendications et les imposer par la lutte.

Le combat pour l'abrogation de la loi 1920, pour la contraception et l'avortement libres et gratuits, entre dans le cadre de la lutte anti-capitaliste. Une victoire en ce domaine représentera une victoire, non seulement pour les femmes opprimées, mais aussi pour l'ensemble de la classe ouvrière.

C'est pourquoi les Marxistes-Léninistes de l'Humanité Rouge participent activement à cette lutte, ainsi qu'en témoignait leur présence dans les rangs de la manifestation.

Vive l'unité du mouvement marxiste-léniniste dans le monde !

Les vingtième et vingt-deuxième congrès du Parti communiste de l'Union soviétique ont été à l'origine des attaques lancées par Khrouchtchev contre le marxisme-léninisme. Ces violentes attaques et insultes contre le grand dirigeant du peuple soviétique de la mort de Lénine à 1953, le camarade Staline, allaient amener les dirigeants du P.C.U.S. sur la voie de la scission du Mouvement communiste international, sur la voie de la trahison du marxisme-léninisme. Car sous prétexte de nouvelle période historique, de coexistence pacifique, de passage de la dictature du prolétariat à « Etat du peuple tout entier » et surtout de « critiques » et de dénonciation des erreurs passées à travers un prétendu « culte de la personnalité », c'est bien le socialisme, c'est bien la dictature du prolétariat, ce sont bien les acquis de la Révolution d'octobre que les dirigeants de Moscou rejetaient et combattaient en s'engageant sur la voie de la restauration du capitalisme en U.R.S.S. Dès le début, certains partis communistes émirent de sérieuses réserves sur la validité des « innovations théoriques » et prétendument « créatrices » du marxisme-léninisme prônées par les révisionnistes et sur leurs critiques du camarade Staline. Mais ces partis combattirent ces thèses de manière d'abord isolée, avec le souci de réaliser l'unité : c'est le cas notamment du Parti communiste chinois et du Parti du Travail d'Albanie, ainsi aussi que du Parti communiste du Brésil. Mais les attaques répétées et de plus en plus violentes des dirigeants de Moscou, en particulier contre l'inflexible Parti du Travail d'Albanie, attaques n'ayant plus aucun caractère fraternel, semant la division et la confusion plus que l'unité, amenèrent les révisionnistes russes à démasquer définitivement leur visage de traitres à la cause du socialisme. C'est d'ailleurs les révisionnistes qui allaient porter le débat publiquement, calomniant ouvertement le P.T.A. et cherchant à le faire condamner par l'ensemble des partis frères. Tentatives vigoureusement combattues par le P.C.C. La lutte contre le révisionnisme moderne, idéologie bourgeoise par nature, lutte entre deux lignes, l'une prolétarienne et révolutionnaire, l'autre bourgeoise et réactionnaire, devait rapidement toucher l'ensemble du Mouvement communiste international. Les marxistes-léninistes, P.T.A. et P.C.C. en tête, se dressèrent avec détermination pour abattre l'ennemi de classe infiltré dans les rangs du mouvement ouvrier. Dans de nombreux pays (Brésil, Nouvelle-Zélande, Malaisie, Philippines, Birmanie, etc.), les révisionnistes furent démasqués et exclus du Parti. En Indonésie, pays du plus puissant Parti communiste non encore au pouvoir (il possédait notamment plus de 20 millions de sympathisants), les théories criminelles des révisionnistes amenèrent en 1965 l'un des plus importants massacres de l'histoire du mouvement ouvrier : un million de mort, plusieurs centaines de milliers de prisonniers politiques déportés dans des camps de concentration y subissent aujourd'hui encore tortures, menaces de mort ou exécutions sommaires. Après ces événements, les marxistes-léninistes d'Indonésie, sur la base d'une autocritique faisant suite à la victoire de la ligne marxiste-léniniste sur la ligne révisionniste, ont reconstruit le Parti. Le Parti communiste d'Indonésie dirige aujourd'hui la lutte armée contre le dictateur militaire Suharto. De même, le Parti communiste de Malaisie et son Armée de libération nationale, créée le 1^{er} février 1949, mènent la lutte armée contre la clique fasciste au pouvoir. Cette armée a une longue tradition de lutte puisqu'elle a combattu l'impérialisme britannique et l'impérialisme japonais. Egalement aux Philippines, où le Parti, reconstruit sur la base du marxisme-léninisme depuis plus de cinq ans, remporte de grandes victoires politiques et militaires. La Nouvelle Armée populaire mène vaillamment la lutte armée, la révolution agraire dans les zones libérées et assure des bases d'appui. D'autres partis mènent aussi la lutte armée, parfois dans des conditions très difficiles : c'est le cas du Parti communiste de Birmanie, du Parti communiste de Thaïlande, du Parti communiste du Brésil depuis deux ans dans la jungle de l'Araguaia, dans l'Etat du Para. Dans d'autres pays, la tâche immédiate des partis marxistes-léninistes n'est pas encore la lutte armée : Ainsi au Chili, la création d'une armée populaire placée sous la direction du Parti communiste révolutionnaire passe d'abord par une dénonciation et une lutte politique impitoyables de la responsabilité du révisionnisme et du social-impérialisme dans l'arrivée au pouvoir de la junte fasciste. Certains marxistes-léninistes ont encore pour tâche de fonder le Parti : le Groupe d'étude et d'action socialiste de Tunisie (G.E.A.S.T.) dont l'objectif reste la création du Parti communiste marxiste-léniniste de Tunisie. De même en Iran, avec l'Organisation marxiste-léniniste iranienne Toufahn...

TOUFAHN

ORGAN DE L'ORGANISATION
MARXISTE-LENINISTE IRANIENNE

انگن سازمان مارکسیستی لنینیستی توفان



causa
ML
marxista - leninista

Organe du Parti Communiste Révolutionnaire du Chili



PROLETARIOS Y PUEBLOS DE TODOS
LOS PAISES OPRIMIDOS... UNIOS!

Organo de
VANGUARDIA COMUNISTA

Organe de l'Avant-Garde Communiste d'Argentine.

NO TRANSAR

Nº 133 (Nº 4 nueva edición)
Precio: \$ 3.-
Quinta Alinea, 3 de abril de 1974
Aparece el primer y tercer número de cada mes

THE ... VANGUARD

Vanguard expresses the viewpoint of the Communist Party of Australia (Marxist-Leninist)

Organe du Parti Communiste d'Australie (Marxiste-Léniniste)



Organe du Parti Communiste des Philippines

Nous ne pouvons citer ici tous les marxistes-léninistes du monde entier, mais signalons quand même que nombre de partis ont été à la tête de luttes de classes très dures. En Bolivie, au Venezuela, en Argentine, au Japon ou en Australie par exemple. En Europe, et particulièrement en France et en Italie, du fait de l'existence de puissants partis révisionnistes, les conditions de luttes des marxistes-léninistes sont difficiles. Les authentiques communistes menèrent jusqu'au bout la lutte dans les vieux partis avant d'en être exclus. C'est le cas en France, où dès l'attitude du Parti communiste français lors de la guerre coloniale d'Algérie, nombre de militants se sont dressés contre la politique du P.C.F., en soutenant activement, en militants internationalistes authentiques, la lutte du peuple algérien. Par la suite, lorsqu'éclata au grand jour la lutte de ligne au sein du M.C.I., la direction du P.C.F., censurant ou falsifiant les documents de nos camarades chinois et albanais, cachant le soutien qui leur était accordé par certains partis, refusèrent de porter le débat de ligne au sein du Parti, prenant activement et inconditionnellement parti pour les révisionnistes de Moscou. Aujourd'hui, le vieux Parti, qui ose encore se réclamer du marxisme-léninisme et usurper son glorieux passé de lutte (par exemple celui de la lutte antifasciste durant la seconde guerre mondiale), est vidé de son contenu de classe prolétarien, et a dégénéré en un Parti de type social-fasciste. C'est pourquoi la création en décembre 1967 du Parti communiste marxiste-léniniste de France, authentique Parti prolétarien de type nouveau, organisé de manière léniniste et armé de la théorie marxiste-léniniste, véritable héritier des idéaux de la Commune de Paris, fut une grande victoire contre le révisionnisme moderne en France, fut une grande victoire du Mouvement communiste international contre le social-impérialisme. La bourgeoisie ne s'y trompa point. Elle prétendit interdire le P.C.M.L.F. le 12 juin 1968. En U.R.S.S., le capitalisme est maintenant restauré, le social-fascisme impose sa dictature. Mais les authentiques bolchéviques mènent le combat contre les nouveaux tsars, et inéluctablement, sous leur direction, le peuple balayera la nouvelle bourgeoisie et réinstaurera la dictature du prolétariat. En Pologne, les authentiques communistes ont quitté le Parti ouvrier unifié révisionniste et ont fondé le Parti communiste de Pologne et luttent aussi dans les difficiles conditions de la clandestinité. Mais les communistes polonais, très liés aux masses, sauront les guider jusqu'à la victoire, justifiant l'attachement qu'une bonne partie de la classe ouvrière polonaise lui porte déjà. Dans de nombreux autres pays d'Europe existent des partis ou organisations marxistes-léninistes : par exemple en Grande-Bretagne, en Belgique ou en Italie.

Ainsi à la division des révisionnistes s'oppose l'unité des marxistes-léninistes : le Mouvement communiste international (marxiste-léniniste) existe et se renforce chaque jour davantage dans la lutte contre le révisionnisme moderne. Les deux superpuissances, qui se disputent et se partagent l'hégémonie sur le monde, se heurtent de plus en plus à la résistance et à la lutte des pays, des nations et des peuples. Aujourd'hui plus que jamais, la situation est excellente ; aujourd'hui plus que jamais, la tendance est à la révolution.

Vivent la Chine et l'Albanie socialistes !

Vive l'unité du Mouvement communiste international (marxiste-léniniste) !

La restauration du capitalisme en Union Soviétique

(Article de l'« Etoile du Peuple », organe du Parti Communiste Japonais [gauche])

Le processus de la restauration du capitalisme en Union soviétique

Après la mort de Lénine, Staline a continué et défendu le marxisme-léninisme, dirigé par le Parti communiste et le peuple d'Union soviétique dans le maintien de la dictature du prolétariat et dans l'application de l'industrialisation socialiste et de la collectivisation agricole, remportant ainsi de grands succès dans l'édification socialiste. Bien qu'il ait commis de grosses erreurs, sa vie fut celle d'un grand révolutionnaire prolétarien. Après sa mort, Khrouchtchev, usurpateur de la direction du Parti et du pouvoir d'Etat, a avancé des sophismes sur la « coexistence pacifique », la « compétition pacifique », le « passage pacifique », le « Parti du peuple tout entier » et l'« Etat du peuple tout entier », au XX^e Congrès (en 1956) et au XXII^e Congrès (en 1961) du PCUS. Par ce biais, il a élevé au niveau d'un système ses théories révisionnistes contre-révolutionnaires et liquidé totalement le parti prolétarien et le pouvoir d'Etat qui exerce la dictature du prolétariat.

Particulièrement, les contradictions de classe dans la société socialiste trouvent leur expression concentrée au sein du parti d'avant-garde prolétarien et se manifestent dans une lutte entre les deux lignes, centrées sur la question que voici : développer le socialisme ou restaurer le capitalisme ?

L'article dit que, la nature de la superstructure ayant changé, Krouchtchev n'a cessé d'impulser, après le XX^e Congrès du Parti, la restauration capitaliste dans le mode de production.

Il a trompé le peuple en avançant des sophismes sur le besoin d'« établir une base matérielle et technique pour le communisme », et une série de théories révisionnistes, telles que le « principe des intérêts matériels », l'« extension de l'autonomie des entreprises » et l'« importance accordée aux objectifs de profits ».

L'article indique que Brejnev et consorts, qui ont remplacé Khrouchtchev en 1964, ont modifié amplement le système économique selon ces théories bourgeoises, et ont commencé, dès la session plénière du Comité central tenue en septembre 1965, la transition au prétendu « nouveau système économique » dont le contenu est d'utiliser les « stimulants économiques » comme levier pour promouvoir la production, et de rechercher « l'extension de l'autonomie des entreprises ». Ce système prévoit de reverser une partie des profits aux entreprises elles-mêmes et d'en distribuer aux employés et ouvriers.

Ainsi, en poussant plus loin encore la ligne révisionniste de Khrouchtchev, Brejnev et consorts ont complètement transformé l'économie soviétique en économie capitaliste.

Différentes sortes de corruptions se sont accrues par suite de l'importance accordée au principe bourgeois des « intérêts matériels », souligne l'article.

L'une des mesures politiques que Brejnev a appliquées avec énergie au cours des dernières années consiste à reconcentrer la production dans les « entreprises assurant une large production commune », pour établir rapidement des entreprises capitalistes monopolistes d'Etat de type nouveau, talisme dans l'agriculture, l'article indique que la clique révisionniste soviétique a aboli toutes les restrictions administratives vis-à-vis des parcelles individuelles et des productions subsidiaires laissées aux individus. Avec l'adoption de ces principes capitalistes, les gens de toutes les couches sociales, en dehors des kolkhoziens, sont autorisés à élever du bétail et des volailles et à utiliser leurs terres à titre individuel. Les marchés des kolkhozes (les marchés libres - n.d.l.r) sont devenus des centres d'approvisionnement alimentaire pour la popu-

lation urbaine. Dans ces marchés, les marchandages vont bon train et les prix fluctuent en fonction de l'offre et de la demande. Leur nombre augmentant d'année en année, ces marchés sont devenus un nid pour les trafiquants et les spéculateurs actifs aussi bien dans la production que dans le commerce. Certains intermédiaires ont même organisé ce commerce sur une grande échelle, transportant les produits par train et par avion.

Les caractéristiques de la restauration du capitalisme en Union soviétique

Analysant les caractéristiques de la restauration du capitalisme en Union soviétique, l'article indique : « Cela a commencé avec l'apparition du révisionnisme et la trahison du marxisme-léninisme au sein de la direction du PCUS, la dégénérescence de la superstructure et l'évolution d'une classe bourgeoise de bureaucrates privilégiés qui a usurpé la direction du Parti et de l'Etat. »

L'article affirme : « Ayant usurpé la direction du Parti et de l'Etat, la clique dominante soviétique s'est par là emparée de l'économie du pays, exploitant et pillant la classe ouvrière et le peuple soviétiques. Les rapports de production socialistes ont été changés pour représenter le capitalisme monopoliste d'Etat aux mains d'une poignée

de bureaucrates bourgeois privilégiés. » « Les lois économiques capitalistes gouvernent l'économie soviétique », dit l'article.

« Les contradictions entre les forces productives et les rapports de production se sont exacerbées en raison de la dégénérescence des rapports de production socialistes en rapports de production capitalistes. La baisse ou la stagnation des forces productives montrent que les rapports de production déjà dégénérés ont entravé le développement des forces productives, et que les contradictions entre les deux se sont accentuées. Tout cela conduira inévitablement à l'aggravation des difficultés économiques en Union soviétique et au pillage d'autres nations, et par ailleurs, à l'exacerbation des contradictions de classes et de la lutte de classes à travers la société soviétique, ainsi qu'à l'aggravation des contradictions entre le social-impérialisme et les nations opprimées. »

Les fondements économiques du social-impérialisme soviétique

L'article ajoute : « L'essence de l'agression social-impérialiste soviétique à l'étranger est fondée sur la base économique décrite ci-dessus. »

Il poursuit : Au moyen de la « doc-

trine Brejnev » de triste notoriété, qui comprend les thèses de la « souveraineté limitée » et de la « division internationale du travail », la clique dirigeante soviétique a placé les pays d'Europe orientale sous son contrôle politique, économique et militaire, et intensifié l'oppression et l'exploitation de ces pays. Elle a étendu ses mains avides sur les pays en voie de développement, au Moyen-Orient et en Asie du Sud, envahi la Tchécoslovaquie, violé les régions frontalières chinoises, accéléré le développement de ses armes nucléaires et accru rapidement ses forces navales tout en déclarant qu'elle ferait flotter le drapeau de la marine soviétique dans tous les océans du monde. L'article conclut que « tous ces faits prouvent à l'évidence que l'Union soviétique est « ... socialisme en paroles, impérialisme dans les faits » (Lénine), et pratique le social-impérialisme dans le vrai sens du terme. »

L'article termine en ces termes : « Fort en apparence, le social-impérialisme soviétique n'est qu'un tigre en papier. Du point de vue stratégique, nous devons le mépriser et du point de vue tactique nous devons sûrement en tenir pleinement compte. Ayant connu des difficultés et des contradictions insurmontables dans les fondements économiques, il est d'une agressivité féroce. » (Extrait de P.I. n° 10.)

Défendre les intérêts de la classe ouvrière polonaise

(Article du « Drapeau Rouge », organe du Comité Central du Parti Communiste de Pologne)

La période des huit ans passés de l'activité du Parti communiste de Pologne est le meilleur témoignage de sa fidélité et de sa dévotion envers la cause de la classe ouvrière, de la révolution et du socialisme. Dans les moments les plus difficiles au cours des événements du mois de décembre, le Parti était dans les premiers rangs avec les dockers et la classe ouvrière qui luttait, avec tout le peuple travailleur polonais contre les usurpateurs révisionnistes du pouvoir. Avec son programme révolutionnaire de lutte proclamé en 1965, contraire au programme de la restauration du capitalisme, il a montré à la classe ouvrière la perspective réelle du triomphe de la révolution socialiste et de l'établissement de la dictature du prolétariat. Non pas la collaboration de classe et la division du pouvoir dans les partis bourgeois, non pas le remplacement d'une clique compromise avec une autre clique révisionniste, mais la lutte contre la bourgeoisie pour la victoire de la révolution socialiste, « tout le pouvoir dans les mains de la classe ouvrière » c'était le programme minimum proclamé par le P.C. de Pologne contre le capitalisme et la nouvelle bourgeoisie révisionniste.

Le Parti communiste de Pologne vit dans la clandestinité à cause de la terreur fasciste révisionniste. Mais malgré cela, il agit et se renforce. Combien de fois la police du pouvoir révisionniste a proclamé la liquidation du P.C. de Pologne. Cependant les arrestations, les emprisonnements, les meurtres, les assassinats criminels et les provocations des fascistes révisionnistes n'ont eu aucun effet sur son activité. Le P.C. de Pologne vit et lutte car son programme est prolétarien, sert les intérêts des masses travailleuses. Par conséquent la classe ouvrière le défend. Le P.C.



Nr. 1

Warszawa, czerwiec 1972 rok

Rok VI

de Pologne est né des rangs du prolétariat révolutionnaire, exprime ses intérêts et continuera à vivre en tant que sa force invincible.

Le P.C. de Pologne déploie une activité révolutionnaire contre la clique révisionniste de Gierek et tout le révisionnisme moderne.

La lutte contre la domination du capital et de la bourgeoisie ainsi que ses agents révisionnistes a un caractère international, elle vise à la victoire de la révolution et du socialisme dans chaque pays et à l'échelle mondiale. Le Parti communiste polonais est invincible car non seulement il est l'avant-garde du prolétariat polonais et que dans la lutte il se laisse guider par la théorie du socialisme, mais encore parce qu'il est partie intégrante du mouvement international marxiste-léniniste. Le Parti communiste de Pologne est lié étroitement au Parti du Travail d'Albanie, au Parti communiste de Chine et à tous les partis, les organisations et les groupes marxistes-léninistes par une amitié fondée sur la théorie révolutionnaire du socialisme et de l'internationalisme prolétarien. Il est et sera fidèle à la théorie marxiste-léniniste de la lutte des classes.

On ne peut pas remporter la victoire sur la bourgeoisie sans épurer le Parti du prolétariat des éléments de droite, sans interrompre les liens avec les renégats du communisme, on ne peut pas obtenir la victoire dans la lutte contre l'impé-

rialisme et la réaction sans lutter contre le social-impérialisme. Pour vaincre l'impérialisme, la réaction et le révisionnisme moderne dont le centre est l'Union soviétique, il est indispensable de réaliser l'unité révolutionnaire de tout le mouvement marxiste-léniniste, l'unité et la cohésion de tous les partis et groupes d'avant-garde révolutionnaire du mouvement ouvrier international. Les communistes polonais fondent il y a huit ans le Parti communiste de Pologne ont suivi une juste voie, car la dictature révisionniste de la bourgeoisie en Pologne ne sera pas renversée par l'étranger et elle ne s'éloignera pas volontairement du pouvoir, c'est le prolétariat polonais qui la renversera par la lutte révolutionnaire et il le fera sans nul doute.

En 1974, le prolétariat polonais marchera sur la voie des dockers révolutionnaires. La répétition des événements de décembre, appuyés sur la grève générale, avec les manifestations de toute la classe ouvrière polonaise prendra fin sur la victoire finale de la révolution et du socialisme, sur l'établissement de la dictature du prolétariat en Pologne.

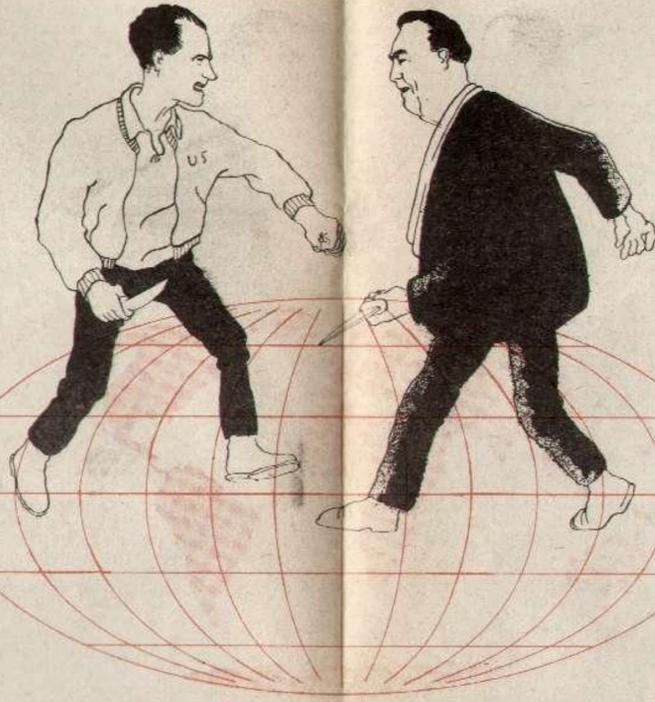
Le P.C. de Pologne, comme jusqu'à présent, développera dans l'avenir aussi une lutte inlassable et de principe conformément aux enseignements du marxisme-léninisme et de l'internationalisme prolétarien à l'intérêt du prolétariat polonais, de la révolution et du socialisme.

QUI MENACE NOTRE INDEPENDANCE NATIONALE ?

De moins en moins d'hommes et de femmes nourrissent des illusions sur l'Union Soviétique. « Ce sont les bourgeois qui y gouvernent », entend-on souvent, venant même de ceux qui ont admiré et aimé l'U.R.S.S. de Lénine et de Staline ; si nos explications sont convaincantes, faits à l'appui, beaucoup d'entre eux admettent — même à contre-cœur — que l'U.R.S.S. est devenue une puissance impérialiste, que son « aide » au Tiers Monde couvre le pillage, son « amitié » le contrôle et l'infiltration, que sa flotte est présente sur tous les

océans ; peu à peu, le voile se déchire ; et bien plus d'hommes et de femmes comprennent le rôle de l'Inde, pilier de la pénétration social-impérialiste en Asie du Sud et les manœuvres soviétiques au Moyen-Orient : la guerre d'octobre, les récentes déclarations de Sadate n'ont-ils pas ouvert les yeux de beaucoup ? Pourtant, quand nous avons dit cela, avons-nous tout dit, tout mesuré ? Surtout, avons-nous entraîné notre interlocuteur, notre ami à nos côtés dans les grands combats du monde d'aujourd'hui ? Certainement pas. Tout au mieux, on

nous répond : « U.S.A. et U.R.S.S., c'est du pareil au même, les peuples du monde finiront bien par s'en apercevoir. C'est à leur affaire ». Et bien, non, c'est aussi, et en premier lieu NOTRE AFFAIRE. Les deux super-puissances pillent le monde entier, et rivalisent pour le dominer entièrement ; elles constituent un foyer d'une nouvelle guerre mondiale ; c'est là tout à fait notre affaire. Il y va de notre indépendance nationale. Voilà comment la question se pose, comment nous devons largement la poser.



social-impérialisme vit une crise grave ; il est pauvre en capital — l'essentiel étant investi dans la production militaire 40 % du P.N.B. (Produit National Brut) selon certains experts soviétiques. Sa zone d'influence réservée — les pays de l'Est — est restreinte, pauvre et en crise elle aussi. Selon l'Institut d'Economie mondiale des pays socialistes de Moscou, le taux de croissance du revenu national pour l'ensemble du COMECON est tombé de 10 % (1955-1960) à 4,2 % (1965-1970). Le déficit des balances commerciales ne cesse de s'aggraver ; pour l'éponger l'U.R.S.S. a vendu pour un milliard de dollars d'or ; par rapport à l'Ouest, la partie orientale du continent est si faible, à preuve ; son commerce avec

l'Ouest : elle y exporte principalement des matières premières et alimentaires, et en importe machines et technologie (83,8 % en 1969). La dette extérieure de l'U.R.S.S. s'élève à plus de 8 milliards de roubles ; aussi les sociaux-impérialistes ont-ils commencé de brader leurs richesses nationales à l'Ouest — la Sibérie par exemple ! C'est pourquoi, ils convoitent le potentiel économique ouest-européen. Saper l'hégémonie de l'adversaire américain, étendre la leur propre en Europe : tel est leur but stratégique.

On comprend alors le rôle de la puissance militaire soviétique et de ses missiles tournés sur nous ; c'est pour en user ; tôt ou tard, il n'y a pas de doute ; mais

aussi, dans un premier temps en jouer pour faire pression sur les bourgeoisies impérialistes européennes ; ces derniers mois, les appels — non déguisés — de l'U.R.S.S. et du COMECON, pour une « coopération » plus étroite se sont multipliés. Notre bourgeoisie, démissionnant devant la menace militaire soviétique, est-elle prête à y céder ; n'y voit-elle pas certains avantages ; ouverture des marchés de l'est pour elle, apport en capital, en devises « fortes » pour Moscou ? Certains faits récents vont dans ce sens ; nous y reviendrons. C'est là une menace terriblement actuelle. D'autant qu'elle est presque totalement masquée par le voile de la « détente ».

L'Europe n'est pas un "îlot protégé"

Depuis 1941, les grandes tempêtes des peuples du Tiers Monde tarandaient et usent l'impérialisme. 1949, fondation de la Chine socialiste, 1954, reddition du colonialisme français en Indochine, 1973 grave défaite de l'impérialisme U.S., en marquent quelques grandes étapes. Plus près de nous : la conférence des pays non-alignés, la « guerre du pétrole », la bataille des matières premières ; la conscience anti-impérialiste s'est considérablement amplifiée ; la lutte aussi ; l'impérialisme — et notamment le numéro un de l'immédiate après-guerre, l'impérialisme U.S. — est en proie à de grandes difficultés à l'intérieur ; l'empire du dollar est ébranlé, l'économie U.S. gravement atteinte. Voilà une donnée fonda-

mentale du monde contemporain qui s'est aiguisée rapidement ces toutes dernières années ; celle qui oppose l'impérialisme au social-impérialisme. Rivalité entre les deux super-puissances, qui a suscité la ferme résistance des peuples ; telle est la cause principale des bouleversements de l'actuelle situation. Gardons-nous d'oublier l'analyse pénétrante de

trois — non pas tant pour elles-mêmes que pour affaiblir l'adversaire et saper son hégémonie ».

Le Tiers-Monde est-il le seul terrain de leur affrontement ? Que non, l'Europe est aussi un terrain privilégié de leur chasse ; cœur du capitalisme, elle est l'enjeu de leurs intérêts économiques et militaires ; leur confrontation y est directe ; cette donnée — d'une grande importance pour nous — confirmant l'indication de Lénine selon laquelle :

« L'impérialisme se caractérise justement par une tendance à annexer NON SEULEMENT les régions agraires, mais même les régions les plus industrielles ».

Les deux super-puissances veulent toutes deux faire main basse sur l'Europe, riche en capitaux et dotée d'un potentiel économique sans pareil. C'est, sur le plan stratégique, le point-clé de leur rivalité, même s'ils le cachent momentanément sous le couvert de la « détente ». La chose est devenue bien plus éclatante depuis 1973, que Nixon décréta sans ambiguës « année de l'Europe » ; le centre de gravité stratégique de l'affrontement avait basculé ; bien des faits l'ont confirmé depuis.

Aussi, devons-nous tirer toutes les conséquences d'une telle réalité. Et, avant toute chose, nous convaincre QUE NOUS NE SOMMES PAS A L'ABRI DES GRANDES BOULEVERSEMENTS DU MONDE D'AUJOURD'HUI. L'Europe n'est pas un îlot protégé des grandes tempêtes ! Bien plutôt, elle risque d'être au cœur de grands affrontements ; sans doute, beaucoup d'hommes et de femmes y compris des progressistes cèdent-ils aujourd'hui à une « fausse sécurité », d'où un relent colonialiste n'est pas absent (« les peuples du monde se battent nous nous »). Car la pression idéologique de l'impérialisme et du révisionnisme moderne qui précède la détente et la conciliation est forte, très forte. En aucun cas, l'idéologie de démission et de soumission ne saurait être l'idéologie du prolétariat ; le danger d'une guerre mondiale existe ; et notre pays ne serait pas épargné ; nous l'envisageons sans crainte, assurés que, si la révolution ne conquiert pas la guerre, de la guerre sortira la révolution.

Encore faut-il déterminer d'où viennent les menaces, et les combattre.

D'où viennent les menaces ?

La rivalité des deux super-puissances est une donnée fondamentale de la situation en Europe ; il faut l'avoir en tête pour examiner les dangers qui menacent.

Le danger peut venir de l'Ouest...

Les pressions américaines sur l'Europe sont claires : proposition d'une nouvelle « charte atlantique », conférence de Washington sur l'énergie, menaces non déguisées de Kissinger et Nixon adressées à la France... Le capitalisme monopoliste français est-il prêt à y céder ? Pas dans l'immédiat, semble-t-il. Les contradictions économiques sont aujourd'hui radicales : même terrain de chasse moyen oriental notamment pour l'approvisionnement en énergie, et pour les investissements, rivalités monétaires de longue date. Un signe révélateur de l'acuité des contradictions : aucun représentant bourgeois ou presque, ouvertement connu pour ses vieilles sympathies américaines, n'ose prendre totalement la défense des Etats-Unis, Raymond Aron — pro-américain s'il en est — va même jusqu'à critiquer son ancien élève Kissinger — qui a de bien mauvaises manières ! On aura tout vu ! Il faut dire, pour être complet que l'im-

périalisme U.S. est largement discrédité dans notre peuple.

Un coup de force américain est-il à rejeter ? Dans le cadre de la rivalité des deux super-puissances tout est possible ; pour prévenir les grandes manœuvres hégémoniques de Moscou, l'impérialisme U.S. se prépare. Le secrétaire d'Etat Schlessinger ne l'a pas caché le 4 avril dernier, qui a envisagé « l'usage d'armes nucléaires (actives) par les Etats-Unis et ses alliés, si celui-ci se révèle nécessaire pour contenir et arrêter une agression importante de type conventionnel », ajoutant cependant que « comme l'Union Soviétique s'est mise au même niveau nucléaire que les Etats-Unis, une valeur plus grande est ainsi accordée aux capacités militaires conventionnelles de l'OTAN ».

Le danger principal vient-il de l'Ouest néanmoins ? C'est le cri unanime des révisionnistes français : Jobert est un atlantiste affirmé ces « royalistes, plus royalistes que le roi », alors même que Moscou applaudit bruyamment à l'attitude de Jobert à Washington ! Le danger vient de l'Ouest, c'est le cri unanime des trotskystes, qui voient l'impérialisme américain partout, même où il n'est pas. Ainsi, à la tête française, le candidat

Krivine qui n'est pas à une contradiction près, traite Mitterrand « d'américain » et agite la menace d'un coup chilien si la « gauche » est au gouvernement ! La France n'est pas le Chili ; mais attention, quand nous assurons cela, nous ne re prenons pas les affirmations des traités révisionnistes quant au « passage pacifique », au « républicanisme de l'armée » etc. ; la bourgeoisie prendra les armes contre les assauts du prolétariat et du peuple ; nous le savons, nous devons nous y préparer, et préparer les masses sur tous les plans. Qu'entendons nous donc, par là « France n'est pas le Chili » ? Ceci : le Chili, anti-impérialiste d'Allende situé dans la « sphère d'influence » réservée U.S., était un point d'appui choisi par les loups sociaux-impérialistes pour s'infiltrer en Amérique Latine, sous le drapeau de « l'anti-impérialisme » ; le loup impérialiste U.S. ne l'a pas permis ; il n'a permis, ni les attaques anti-impérialistes que lui portait le peuple chilien, ni l'infiltration soviétique commençante. Les choses sont différentes ici, dans la zone européenne à l'apremet disputée, et centre de gravité des deux super-puissances sur le plan stratégique ; Mitterrand n'est pas Allende, anti-impérialiste même inconscient. Aussi les

trotskystes, quand il parle de coup chilien, induisent-ils doublement en erreur, renforçant les illusions populaires sur l'entreprise Mitterrand - programme commun et masquant que le danger, pour les peuples d'Europe, comme pour notre peuple, vient de la rivalité des deux super-puissances.

S'en prendre à cors et à cris à la menace américaine, et uniquement à elle, se donner des airs révolutionnaires « anti-américain » — que diable ? —, sert terriblement bien à cacher l'autre menace, celle qui vient de l'est.

... Mais bien plus encore de l'Est

Elle est de taille, et à la mesure du formidable déploiement militaire installé par les révisionnistes de Moscou sur leur flanc occidental : 75 % de l'armée de terre, 70 % flotte aérienne, 90 % des missiles à moyenne portée, 85 % des missiles à courte portée. Au total on estime 45.000 chars à l'Ouest de l'Oural. Comme l'a souligné Chou En-lai, « le révisionnisme soviétique fait du nucléaire à l'est tout en attaquant à l'ouest ». Au total le potentiel social-impérialiste — Pacte de Varsovie y compris — équivaut à trois fois le potentiel occidental.

Certains, lecteurs ou amis, encore confiants dans l'Union Soviétique nous ont dit parfois : « ce potentiel assure la défense de l'U.R.S.S. ; en période de « détente », il faut être plus vigilant encore ». L'argument aurait du poids... sans une accumulation impressionnante de faits qui ne laissent aucun doute sur la nature impérialiste de la clique Brejnev et sur ses visées en Europe. A ces amis — encore trompés — nous demandons : pourquoi la flotte militaire soviétique sillonne-t-elle toutes les mers et tous les océans du monde, même les plus éloignés des côtes soviétiques ? Pour-

quoi cette flotte prend-elle l'Europe en tenailles sous la menace de ses sous-marins nucléaires, en Méditerranée, dans l'Atlantique et dans la mer du Nord. Que font les sous-marins soviétiques dans la rade de Brest et de Toulon ? Et encore ceci : pourquoi le Pacte de Varsovie a-t-il concentré récemment des troupes dans la plaine hongroise, à quelques heures de Vienne, jetant le trouble et l'inquiétude au cœur des Autrichiens ? Comment expliquer l'attitude de l'U.R.S.S. par rapport à la Finlande ? Pourquoi certaines unités soviétiques apprennent-elles intensivement le néerlandais ? D'autres faits méritent notre attention vigilante ; les 27, 28 et 29 mars 1973, s'est tenue à Moscou une conférence des responsables politiques de l'armée — la précédente datait de 1960 ! — Un objectif : le renforcement « idéologique » de l'armée au service de la ligne du P. « C. » U.S., révisionniste ; comme a conclu Gretchko : « Il dépend de nous que les efforts et le labeur du peuple abouissent et trouvent leur pleine signification dans la puissance accrue de l'armée et de la marine ». Autrement dit : travaillez dur, prolétariat et peuples soviétiques, pour renforcer l'instrument d'agression social-impérialiste ! Autre innovation : le « mois national de défense civile », tenu du 23 janvier au 23 février derniers, destiné à des « exercices d'entraînement pour les jeunes » et à propager l'idée de « spécialistes de grande qualité pour les forces armées ». Donner les armes au peuple ? Non ! Mais accentuer la militarisation du régime — 60 % des entreprises travaillent pour des objectifs militaires — sous couvert de « défense nationale ».

Pourquoi une telle agressivité ? C'est que, comme l'impérialisme américain, le

Ce que nous venons d'évoquer à tort fait d'arracher aux deux super-puissances le masque de la « détente » ; il convient de l'examiner avec attention, car la « détente » EST UN ATOUT IDEOLOGIQUE DE TAILLE pour préparer la main basse sur l'Europe, et notre pays.

Les manœuvres diplomatiques

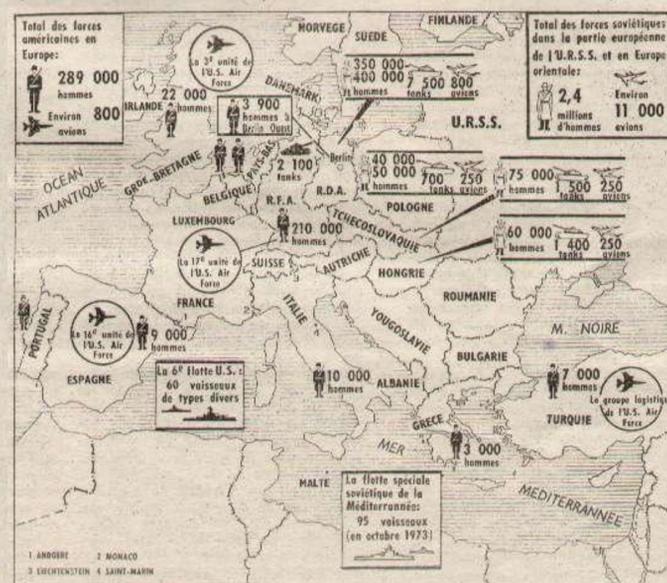
La « détente » est une invention des deux plus grands fauteurs de guerre de notre temps, et rivaux de surcroît. Sont-ils capables de s'entendre pour la « paix mondiale », comme ils le prétendent ? Et que penser de leurs traités et négociations : traité de Moscou, négociation Salt, conférence pour la paix et la sécurité en Europe, discussions de Vienne sur la réduction des forces militaires en Europe Centrale ? Ce ne sont que des trêves, provisoires et relatives ; l'essence de leurs rapports, c'est la lutte. Et pourtant, ils n'ont que les mots « paix, sécurité, entraînement tout un chacun à leur suite dans l'illusion de la « détente ».

En Europe, la pierre angulaire de leur entreprise, c'est la conférence de sécurité européenne, commencée en septembre dernier. Les visées soviétiques y sont claires désormais : reconnaissance de l'inséparabilité des frontières, obtention de la clause économique de « la nation la plus favorisée », refus d'accepter les pays méditerranéens non-européens — la Méditerranée est une chasse gardée ! A Vienne, Brejnev et sa clique veulent réduire les forces militaires de part et d'autre ; et par cette fausse égalité, renforcer le déséquilibre existant.

Qui défend l'indépendance nationale ?

L'entreprise social-impérialiste en Europe ne va pas sans mal ; les multiples ajournements de la conférence pour la

de l'expansion des deux super-grands, U.R.S.S. en tête en Europe. La bourgeoisie ne résistera pas jus-



COMMANDEZ... LISEZ... DIFFUSEZ...

"LE DÉFI RÉVISIONNISTE"

(ANDRÉ COLÈRE)

Brochure éditée en supplément
A « L'HUMANITÉ ROUGE »

L'exemplaire 2 F (port compris)

sécurité européenne manifestent la rivalité croissante des deux super-puissances et l'inquiétude des pays participants

qu'un bout ; nous le savons ; elle garde ses coups les plus acharnés à son grand principal, le prolétariat, plutôt qu'à ses

rivaux. « L'Europe de la défense que nous appelons de nos vœux n'existe pas », a affirmé Galley, le 19 avril, etc., ne peut naître que difficilement dans le contexte international actuel ». Tout est dit, car les deux super-grands n'en veulent pas. Pendant la campagne les candidats multiplient les serments d'allégeance : « Brejnev est un grand chef d'état » dit Chaban, il « désire sincèrement la paix » renchérit aussi Mitterrand.

Le danger de capitulation devant les deux super-grands — au profit de l'U.R.S.S. en fin de compte — est présent et menaçant. Nous combattons pour la révolution prolétarienne et la dictature du prolétariat. Est-elle possible à l'heure où s'exacerbe la rivalité entre les deux grands sur le terrain de chasse européen — lui-même — sans que l'un ou l'autre intervienne ? Non ! C'est au prolétariat et à son parti de prendre en mains jusqu'au bout la question de l'indépendance de la nation intimement liée à celle de la révolution prolétarienne.

Aussi nous faut-il dire inlassablement et avec audace la vérité ; qui menace notre indépendance nationale ? qui la défend ? Aussi nous faut-il dénoncer l'esprit de capitulation, le combatte avec toutes nos armes. Nous avons de nombreux amis dans cette affaire ; nous ne sommes pas isolés ; nous l'avons vu pendant la campagne pour l'interdiction du film Jean Yanne. Mobilisons hardiment tous ceux qui peuvent être ralliés !

Aujourd'hui le combat conserve une forme « pacifique », tôt ou tard, nous combattons des balles. Saurons-nous y préparer dès aujourd'hui le prolétariat et le peuple de notre pays. C'est une question d'une grande importance.

Camille Granot.

Le chemin de l'indépendance ne passe pas par les urnes colonialistes

A l'heure où les déclarations et les promesses démagogiques se multiplient, un chapitre reste étrangement absent des proclamations électorales de la clique des candidats : celui qui concerne le sort des peuples encore enchaînés par le colonialisme français.

Une exception pourtant : Au cours d'une tournée en Martinique et Guadeloupe le « socialiste » Gaston Defferre a cru bon d'apporter une précision utile. Selon lui, la rédaction du passage du Programme Commun serait « ambiguë » et donc à rectifier, dans la mesure où elle pourrait suggérer que celui-ci laisse une porte ouverte à la revendication d'indépendance Nationale des peuples des colonies Françaises. De cela, bien entendu, il a cru bon de le rappeler avec force et sans nulle « ambiguïté », il n'est absolument pas question ! On attend encore dans les colonnes de « l'Humanité » une prise de position du parti révisionniste sur cette déclaration !

Quand à nous, nous avons choisi de donner la parole aux intéressés eux-mêmes pour leur demander de nous rappeler le sort de leurs peuples sous la botte coloniale française, la signification que revêtent pour eux ces élections présidentielles et la « solution » de « l'autonomie ».

Nous publions ci-dessous les entretiens réalisés avec la section de Paris de l'Association Générale des Etudiants Réunionnais (A.G.E.R.) et le comité exécutif de l'Association Générale des Etudiants Martiniquais (A.G.E.M.). Nous publions dans un prochain numéro l'entretien réalisé avec les camarades de l'Association Générale des Etudiants Guadeloupéens (A.G.E.G.).

RÉUNION

Ce que signifie la domination coloniale française à la Réunion ? D'abord la dégradation continue du niveau de vie des masses populaires. Un exemple, à la fin de l'année dernière le prix du riz a augmenté de quelque 200 %. Il en va de même de toutes les denrées alimentaires de base, tels la morue, les haricots, le piment. Un autre exemple de l'aberration du système colonial : la volaille importée d'Europe coûte à peu près deux fois moins cher que la production locale ! Tout est fait pour encourager l'importation au détriment de la production locale et maintenir ainsi l'économie locale dans un état de dépendance totale.

Misère planifiée...

Une autre conséquence connue de la domination coloniale : le chômage ; 60 000 chômeurs à la Réunion pour une population active de 120 000 personnes, et cela d'après les chiffres officiels de l'I.N.S.E.E.

Ceux-ci sont regroupés dans des bidonvilles autour des villes dans des conditions sanitaires déplorables. Des 30 000 habitants de la ville de Saint-Louis, plus de la moitié sont ainsi entassés dans des bidonvilles infects.

La « solution » imposée par l'administration coloniale française à cette situation : l'émigration. Il y a en France 45 000 à 50 000 Réunionnais et ce chiffre augmente très vite, pour le plus grand profit des trusts français. Simca possède sur place ses propres bureaux de recrutement qui recrutent les jeunes chômeurs sur le thème : « Simca, l'usine au milieu des fleurs ! ».

L'oppression culturelle est pesante. Le colonialisme combat âprement toute forme de culture propre et matraque les esprits par la télévision, les journaux, la radio, l'obscurantisme religieux...

... et quadrillage militaire

Enfin l'île est l'objet d'un gigantesque quadrillage militaire. L'armée a développé partout des routes stratégiques, des aires d'atterrissage d'hélicoptères.

Après le départ des forces militaires françaises de Madagascar, les paras se sont installés au Sud du pays, l'aviation, à l'Ouest. L'installation de pistes d'aviation pour avion Mirage à géométrie variable est envisagée.

La base franco-américaine « Oméga » en cours d'installation sera consacrée au repérage des satellites et au contrôle de la navigation sous-marine. Tout cela traduit le renforcement de l'impérialisme français très actif dans l'océan Indien. Enfin chaque année d'importantes manœuvres de « contre-guérilla » se déroulent dans l'île.

Dans ce contexte, nous dénonçons la comédie de l'élection présidentielle. Le suffrage universel est ici une caricature. Il n'existe aucun vote libre. Les pressions sur les travailleurs sont

nomme ». Mais comment cela pourrait-il se réaliser alors que la totalité des transports resterait sous le contrôle de l'Etat français ? De même il est affirmé que l' « Etat autonome » aura le droit de conclure des accords financiers avec d'autres pays. Mais deux paragraphes plus loin, il est écrit que toute la coopération restera du ressort de l'Etat français. Enfin en ce qui concerne la question de l'Etat, comment un « Etat autonome réunionnais » pourrait-il coexister sur le même territoire avec l'Etat français ? Nulle part il n'est fait mention de la nécessité de détruire l'Etat colonial dont toutes les institutions sont maintenues : l'armée, la police, la justice... Bref, l'autonomie c'est le maintien de la domination coloniale qu'on cherche à rendre plus « acceptable » aux yeux des masses réunionnaises.

Le prix de la liberté

Les tenants de l'autonomie opposent à la revendication de l'indépendance nationale le fait que la Réunion ne peut vivre seule, sans aide extérieure. Mais l'indépendance ne veut pas dire autarcie. Des accords mutuellement bénéfiques peuvent être passés avec d'autres états, mais en respectant certains principes et notamment le refus de toute

gens ont envie de gérer eux-mêmes leurs propres affaires.

Ce sentiment est exacerbé par l'aggravation de l'occupation militaire française. Un arrêté préfectoral a dû interdire aux militaires français la fréquentation des salles de bal en raison de la gravité et de la multiplicité des incidents que leur présence provoquait.

Certes ils se trouvent encore beaucoup de travailleurs à soutenir la revendication d'autonomie, mais au fond, ils donnent à cette revendication le contenu de l'indépendance nationale. C'est là la grande tromperie du P.C.R. et du P.S.R. qui laissent volontairement planer ces illusions, par un flot de démagogie verbale. Le P.C.R., notamment, au lieu d'éduquer politiquement les masses, entretient un invraisemblable culte de la personnalité autour de son secrétaire général, Paul Vergès.

L'essor des luttes populaires

Pourtant, malgré leurs efforts, depuis environ une dizaine d'années, des luttes très dures se développent à la Réunion, sous de nouvelles formes. Notamment chez les dockers et les ouvriers du bâtiment qui sont le cœur du prolé-



**BRISER les urnes colonialistes
conquérir L'INDEPENDANCE NATIONALE**

ingérance. Enfin des possibilités réelles existent pour le développement de notre économie sur le plan de l'agriculture, de la pisciculture, de la pêche puisque notre océan est l'un des plus poissonneux du monde. Economiquement une Réunion indépendante est tout à fait viable mais cela nécessitera de sérieux efforts et impliquera des remises en cause profondes de toutes les structures actuelles, radicalement incompatibles avec le maintien de toute forme de domination coloniale (réforme agraire, etc.). Nous avons à réaliser, d'abord, une révolution nationale et démocratique que seule l'indépendance nationale peut développer.

La marche sera longue et parfois pénible. Mais la liberté de notre peuple est à ce prix. Contrairement à la propagande réactionnaire sur ce point, il existe bel et bien une nation réunionnaise qui a son histoire, sa langue (le créole), ses traditions, sa culture. Certes des problèmes existent entre les différentes minorités nationales mais au fond, les vrais clivages sont des clivages de classe : les Chinois ou les Indiens prolétariés, par exemple, sont parfaitement intégrés à la masse de notre peuple. Enfin nous assistons actuellement à une progression très nette du sentiment national réunionnais. On voit ressurgir quantité de traditions nationales oubliées pendant un certain temps. De plus en plus les

riat réunionnais. Les grandes luttes du Chaudron, au cours de l'année dernière, ont marqué la volonté de lutte des travailleurs, malgré les syndicats réformistes qui tentaient de les freiner, d'éviter qu'ils aillent trop loin. Récemment au Tampon, des ouvrières en grève ont refusé d'accepter, comme le leur proposait la C.G.T.R., la moitié seulement des augmentations de salaire qu'elles revendiquaient et ont poursuivi leur lutte. Les manifestations de rue se multiplient depuis ces dernières années. Les chômeurs y jouent un rôle très actif.

On assiste aussi à un début de politisation de ces luttes revendicatives. Peu à peu le lien s'établit entre l'oppression et l'exploitation quotidiennes et le statut colonial qui pèse sur le pays.

Chez les lycéens aussi la conscience politique grandit. Il ne se passe plus d'année sans une importante grève lycéenne.

Enfin, événement très important pour l'avenir de notre peuple, des groupes de patriotes réunionnais commencent à s'organiser de façon autonome pour populariser le mot d'ordre d'indépendance nationale. La direction du P.C.R. rencontre aussi de plus en plus de difficultés pour faire appliquer ses mots d'ordre par la base du parti. Certes ce mouvement indépendantiste est encore très jeune, mais l'avenir lui appartient.

Section de Paris de l'A.G.E.R.

MARTINIQUE

La Martinique c'est le type même de la colonie française, la plus ancienne et l'un des derniers lambeaux de l'empire français. Un simple exemple pour montrer ce que cela signifie pour le peuple, c'est l'affirmation d'un patriote martiniquais pendant la récente grève de la banane :

« Pendant ces dix dernières années, profitant de l'inexpérience des ouvriers de la banane, complètement abandonnés par les syndicats C.G.T. moribonds, il s'était installé dans les plantations béké un système de travail voisin de celui pratiqué par les Portugais en Guinée ou en Angola : une journée de travail de douze heures, le lundi, le mardi ou le dimanche, pour 29 F ! » Le colonialisme français, c'est ça pour notre peuple : misère et chômage.

Face à cette situation, que proposent ceux qui prétendent parler au nom du peuple martiniquais, le P.P.M. de Césaire et le Parti communiste martiniquais ? Le premier dont le secrétaire général a quitté le P.C.F. en 1956, a créé son parti sur une base foncièrement anticommuniste, le deuxième a vu le jour pour lui donner la réplique, sans reposer aucunement sur une quelconque base de masse : il est une simple « émanation tropicale » du P.C.F. Dans les faits, au cours de leur histoire, ils se sont toujours opposés aux luttes et aux aspirations des travailleurs martiniquais. C'est ainsi qu'en 1959, après trois jours de grandes grèves, ils ont signé en commun avec l'archevêque un « appel au calme ». En 1963, lors de l'affaire anticolonialiste connue sous le nom de l' « affaire de l'O.J.A.M. » ils n'ont soutenu les patriotes emprisonnés que du bout des lèvres et parce qu'ils étaient obligés de le faire. Ils sont toujours très soucieux de l' « ordre » et de « la légalité ». Le P.C.M. a même fait son dernier congrès sur le thème unique du « gauchisme à la Martinique ». Ce congrès s'est conclu en désignant nommément plusieurs



Manifestation lors de la grève de la banane.

patriotes révolutionnaires aux coups de la répression.

Quant au P.P.M., un mois après la grève des travailleurs de la banane, il ne lui avait pas encore consacré une ligne dans sa presse. Si aux précédentes élections présidentielles, il prit une position d'abstention, c'est par pure démagogie, parce qu'il savait bien que Duclos ne pouvait passer et qu'il pouvait éviter de faire les frais de s'embarquer dans cette aventure. Cette fois-ci la situation est différente ; sentant que le candidat de l' « Union de la gauche » a le vent en poupe, il appelle à voter Mitterrand.

Le rappel du passé de ces partis permet de bien comprendre pourquoi ils ne luttent pas pour une indépendance réelle. C'est avec empressement qu'ils s'emparent de la perche du « Programme commun » qui leur est tendue à l'initiative du Parti communiste français. Les solutions de ce programme, Gaston Defferre vient de les rappeler au cours de la tournée qu'il a effectuée à la Martinique et à la Guadeloupe : pour les colonies françaises pas question d'indépendance nationale ! Même la solution classique de l'autonomie n'a pas été rappelée dans ses propos. Qu'en est-il de celle-ci ?

Eh ! bien, devant la poussée des luttes des masses populaires, l'impérialisme est obligé de faire peau neuve, de substituer au colonialisme de type ancien un colonialisme de type nouveau, mettant davantage en scène les valets locaux du système colonial.

C'est pourquoi la solution de l'autonomie lui paraît très acceptable puisqu'il pense qu'elle trompera mieux le peuple sans léser ses intérêts fondamentaux.

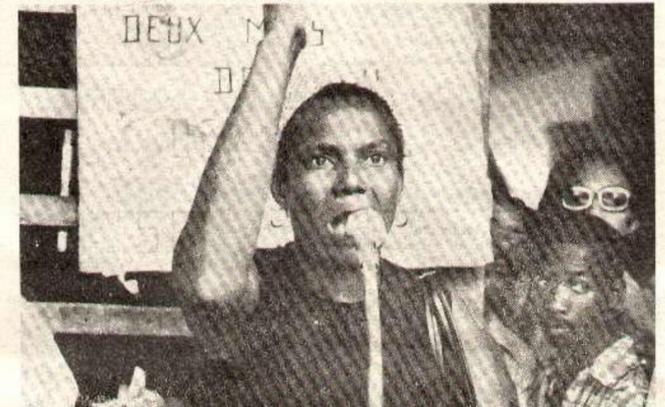
En ce qui nous concerne, nous voyons quatre différences fondamentales entre le statut d'autonomie et la juste revendication d'indépendance nationale. Ces différences sont fournies par les quatre critères de l'indépendance authentique :

- 1° Rupture de tous les liens organiques, institutionnels avec la métropole impérialiste.
 - 2° Expulsion de toutes les bases étrangères à la solde de l'impérialisme.
 - 3° Liquidation des monopoles.
 - 4° Mise en place d'institutions démocratiques qui assurent l'édification nationale par le peuple.
- On voit tout de suite clairement la différence avec la revendication d'autonomie, qui admet le maintien des troupes étrangères chargées d'assurer l'ordre et la défense de notre pays. Pour ne parler que de

cet aspect. Aucun de ces quatre critères n'est revendiqué par les tenants de l'autonomie. Il n'est pourtant pas besoin d'être grand clerc pour voir que l'histoire n'a jamais donné d'exemple d'un impérialisme faisant accéder, de lui-même et avec bienveillance, ses colonies à une indépendance véritable. Tant qu'il y aura un Etat bourgeois en France, le gouvernement chargé de défendre ses intérêts, qu'il soit de « droite » ou de « gauche » ne changera rien à cette situation car l'Etat restera un Etat impérialiste.

Les organisations qui, chez nous, essaient de détourner la montée des luttes populaires, trouvent que ces élections viennent à point. La situation en Martinique est en effet très explosive. Ces organisations politiques espèrent ainsi entretenir des illusions sur les conséquences d'un changement de président en France.

Mais elles risquent d'être déçues. Le peuple martiniquais prend de plus en plus conscience que les présidents qui se sont succédés à Paris n'ont pas changé son sort. Et la montée des luttes qui se développent



Mme Cabrimol, secrétaire du comité de grève, prenant la parole au cours d'un meeting.

actuellement fait qu'on se désintéresse des élections. Cette tendance est d'ailleurs confirmée par l'analyse des précédentes élections.

Aux élections présidentielles de 1969, il y a eu, en Martinique, 55 % d'abstention au premier tour, 50,22 % au second. Au référendum de mars 1972 on a enregistré 62,36 % d'abstention.

Les efforts du Parti communiste martiniquais vont donc à l'encontre de la prise de conscience antiélectorale qui s'effectue chez notre peuple. Notons qu'il reçoit en ce domaine le soutien des opportunistes

du G.R.S. qui appellent également à voter Mitterrand.

C'est dans ce contexte qu'on assiste à un puissant développement des luttes populaires. Celui-ci a été particulièrement illustré en janvier-février dernier par la grande grève des ouvriers du secteur de la banane. Cette volonté de lutte des travailleurs, les colonialistes entendent la briser à tout prix.

Suite à la tuerie de Cholnet (deux morts), ils mettent en branle la justice en inculquant de nombreux ouvriers, dont le secrétaire du comité de grève, Mme Cabrimol (mère de huit enfants) et de nombreux patriotes.

La justice colonialiste les inculpe pour « participation à attroupement armé, violences à agents, violence menée à force ouverte ».

Le lundi 8 avril, les gendarmes, par groupes de 50, ont pénétré, mitraillettes au poing chez plusieurs patriotes, arrêtant Guy Cabort-Masson, Alex Ferdinand, Ludovic Bravo, Robert Sae.

Ils cherchent à frapper de nombreux patriotes qui ont soutenu la juste lutte des ouvriers agricoles.

Ceci n'est que la conséquence logique du travail de délation commencé par Justice (organe officiel du P.C.M.), la Vague (journal fasciste), qui avaient réclamé plus de « fermeté » de la part du pouvoir. Mais les tenants de l'autonomie viennent de subir un cuisant échec à la suite de cette infamie. Les avocats membres du P.C.M., qui faisaient partie du « Comité de défense des libertés » regroupant un certain nombre d'organisations sur une base anticoloniale, ont été expulsés à la demande des patriotes et des ouvriers agricoles, indignés par cette campagne de délation.

Comme en Algérie, comme en Indochine, la tactique est la même : réprimer les justes luttes du peuple. Ce ne sont plus seulement des intellectuels qui sont traînés devant les tribunaux, mais les masses aussi sont frappées par la répression car le mot d'ordre d'indépendance nationale a désormais une base de masse.

Les crimes du colonialisme ne finiront pas tant que le peuple marti-

niquais n'aura pas chassé de façon définitive de notre pays les représentants de l'Etat français.

Le comité exécutif de l'A.G.E.M.

AFFICHEZ H. R.

Commandez

Indépendance pour les colonies françaises

brochure éditée par le C.I.L.A.

Prix : 4 F

C.I.L.A.
107 rue de la Réunion
Paris 20^e

Combattre et prévenir le révisionnisme

La critique de Confucius n'est pas seulement une affaire purement chinoise : il faudrait se boucher yeux et oreilles pour ne pas s'en rendre compte, car ont monté déjà bien des clamours ; à Taiwan, Tchong Kai-cheh s'étrangle de rage contre « le pire et le plus imminent des fléaux » ; on porte aux nues Confucius, cet « uni-

qué trésor culturel de la Chine » à Moscou... A coup sûr, il y a angoisse sous roche dans cette belle unanimité confucéenne...

Autant le dire dès l'entrée, la critique de Confucius et de Lin Piao nous concerne aussi ; comme tout ce qui touche au combat mené contre le révisionnisme mondial.

Restaurer le capitalisme ou continuer la Révolution

Restauration du capitalisme ou continuation de la révolution, telle est la question de fond posée en permanence, après la prise du pouvoir par le prolétariat. C'était déjà le sens de la Grande Révolution Culturelle prolétarienne, qui fut, comme l'a indiqué Mao Tsé-toung :

« Au fond une grande révolution politique que le prolétariat mène dans les conditions du socialisme contre la bourgeoisie et toutes les classes exploiteuses, la continuation de la longue lutte qui oppose le Parti Communiste Chinois, ainsi que les masses populaires révolutionnaires qu'il dirige, à la réaction Kuomintanienne, la continuation de la lutte de classes entre le prolétariat et la bourgeoisie ».

Après la prise du pouvoir les anciens exploités rêvent de retrouver « le paradis perdu » et s'acharnent pour le reconquérir ; tous les moyens leur sont bons ; ils comptent de l'extérieur du pays, cherchent à utiliser les révisionnistes au sein du Parti et de l'Etat prolétariens. Au cours de la Révolution Culturelle le peuple révolutionnaire chinois a pris d'assaut le « quartier général » bourgeois dirigé par Liou Chao-chi, installé dans le Parti et l'appareil d'Etat. Il l'a battu ; le IX^e Congrès du Parti Communiste Chinois a sanctionné cette victoire.

Tout danger de restauration a-t-il été écarté définitivement pour autant ? Une nouvelle ligne révisionniste s'est dessinée ; nouvel emballage même caméléon. Lin Piao, son chef, a

Aller au fond des choses

Aller au fond des choses pour faire naître la critique, c'est associer étroitement la critique de Lin Piao à celle de Confucius ; voilà quelques 4 mois

lui aussi tenté d'aller à rebours de l'histoire. Ses affirmations ? « Développer la production », « libéraliser sur le plan politique », car après le IX^e Congrès, les ennemis étaient « éliminés en un coup de filet » ! Plus de lutte de classes, plus de dictature du prolétariat, la production à outrance — à la mode bourgeoise —. C'est une logique toute révisionniste, reprise terme à terme à Liou Chao-chi... et qui conduit tout droit à la tentative de coup d'Etat de 1971 ! C'est l'échec, là aussi...

Chacun le sait : l'avion de Lin Piao s'est écrasé en Mongolie, lors de sa fuite vers Moscou. Pourtant l'affaire n'est pas close, car les idées révisionnistes, elles, sont bien vivantes, terriblement vivaces et enracinées dans les esprits... Les combattre pour implanter la conception prolétarienne du monde, c'est l'objectif du « mouvement de critique du révisionnisme et de rectification du style de travail », commencé au cours de l'année 72, et qui s'est approfondie à la suite du X^e Congrès du Parti Communiste Chinois. C'est un approfondissement de la révolution socialiste dans la superstructure — appareil d'Etat, arts, culture, idées —, car là se mène la lutte principale une fois réalisée la transformation socialiste de l'économie. Cet approfondissement s'opère dans le combat incessant contre les vieilles idées, les vieilles habitudes, les vieilles mœurs que la ligne révisionniste reprend à son compte ; c'est dans la lutte anti-révisionniste que naît le nouveau, le socialiste...

que cette lutte a commencée en Chine. Car toutes les idéologies réactionnaires se sont nourries de la pensée confucéenne vieille de près de 2.500

ans ! Toutes l'ont utilisée comme armes idéologiques contre-révolutionnaires destinées à maintenir leur domination économique et politique ; idéologue et défenseur des esclavagistes, Confucius est devenu ensuite le « grand sage » des féodaux des siècles durant, et enfin le « grand maître » des capitalistes compradore au XIX^e siècle. Le bourreau des Taipings était un fervent confucéen ; comme Tchong Kai-cheh comme les impérialistes japonais qui affirmaient que leur « nouvel ordre asiatique » nécessitait la restauration du confucianisme. Dernier avatar de cette idéologie réactionnaire si vivace : le révisionnisme moderne, prôné par Liou Chao-chi et Lin Piao, tout deux ardents disciples du « grand maître » !

ves révoltés l'ont dénoncée, puis les paysans des grandes révoltes paysannes chinoises ; le grand mouvement anti-féodal et anti-impérialiste du 4 mai 1919 s'en est pris résolument à l'école confucéenne. Pourtant l'idéologie de Confucius a beaucoup trompé et trompe encore car elle est tout à fait pernicieuse. « C'est un couteau doux qui coupe la tête sans qu'on le sente » indiquait Lou Sin, qui s'en prenait aux termes clés de la doctrine du sage « bienveillance, amour, justice, vertu », véritable opium destiné à masquer sa nature profondément réactionnaire !

Qu'on en juge à la lumière des luttes d'aujourd'hui. Un exemple : Lin Piao caractérisait le départ des jeunes intellectuels à la campagne comme



De tous temps, le peuple travailleur chinois a mené la lutte anti-confucéenne ; (voir Pékin Information, n° 13) il y a 2.500 ans déjà les esclaves

« une forme déguisée de travail forcé destinée à masquer le chômage » ; n'est-ce pas là l'expression du mépris de l'intellectuel réactionnaire envers

les masses populaires, qu'exprimait Confucius en opposant « L'intelligence des hommes bien-nés » à la « stupidité des roturiers ». Bien des Chinois partageaient et partagent encore ce point de vue, tel ce père qui fait entrer son fils à l'Université par « la porte de derrière », tel autre qui prévient son fils de la création d'emplois en ville, tel enfin qui critique sa fille d'avoir épousé un paysan et de « perdre son avenir » à la campagne. Pour le « sage » Confucius — comme pour Lin Piao — les intellectuels dominent, les travailleurs sont dominés ; c'est un « don du ciel » dit l'un, c'est l'expression de leur « capacité, de leur talent » dit l'autre — (Liou Chao-chi parlait de « qualité naturelle »). On voit poindre là la fameuse « théorie du génie », brandie par Lin Piao, qui, affirmant très fort « l'autorité absolue de la pensée-maotsetoung », masquait ses propres appétits. N'était-il pas un « génie » doué d'une « connaissance innée », lui aussi ?

Tout cela est de l'idéalisme à 100% : ce sont les masses et non les « héros » qui font l'histoire ; l'intelligence n'est pas « naturelle », la connaissance n'est pas « innée », mais elle vient de la pratique sociale ; le marxisme-léninisme, la pensée maotsetoung ne sont pas absolus, ils ne sont pas toute la vérité révélée mais « sans cesse, dans la pratique, ouvre la voie à la connaissance de la vérité ». Ainsi, Lin Piao, rénovant avec la pensée confucéenne à inversé les rapports entre le matériel et le spirituel, entre la pratique et la théorie. Aller au fond des choses, c'est déboucher sa philosophie et la combattre, c'est assurer la primauté du matériel sur le spirituel, de la pratique dans le processus de la connaissance. « A la campagne, nous avons appris ce que nous ne pouvions apprendre à l'école » ; c'est la riposte des diplômés d'une école secondaire de Pékin aux thèses idéalistes et réactionnaires de Lin Piao.

Ce n'est pas tout ; le révisionnisme de Lin Piao a également renoué avec un autre aspect de la philosophie confucéenne, celle de « se tenir au juste milieu » : « éviter que les antagonismes dépassent les limites extrêmes, sinon l'unité sera détruite ». Telle était sa thèse, qui est une doctrine de compromis, de conciliation de classes. « La philosophie du Parti Communiste est une philosophie de lutte » ; elle est fondée sur la « loi fondamentale de la nature et de la société, la loi de la contradiction inhérente aux choses et aux phénomènes, la loi de l'unité des contraires ».

Un exemple : dans la société capi-



taliste, prolétariat et bourgeoisie forment une contradiction ; entre eux, l'unité est relative, la lutte est absolue. Faut-il « se tenir dans le juste milieu » afin d'éviter que « l'unité » originale ne soit détruite, ou bien encourager la lutte pour détruire l'ancienne unité et parvenir à une unité supérieure réalisée par la société socialiste ? Lin Piao trouvait la lutte anti-révisionniste du Parti Communiste Chinois « outrancière, abusive ». Pas de heurt, pas de violence, de la courtoisie, du calme et de la dignité envers les exploités... nos révisionnistes français n'ont rien inventé !

L'empreinte de classe de la philosophie idéaliste et anti-dialectique de Lin Piao est éclatante : le « juste milieu », c'est, sous couvert d'être « raisonnable », prêcher le conservatisme, s'opposer au nouveau, émusser l'esprit de révolte du peuple. La « théorie du génie » c'est assurer la domination de la bourgeoisie sur les larges masses ; c'est aussi aller à rebours de l'histoire. Aussi, la bataille anti-révisionniste en cours en Chine, est-elle, nous l'avons évoqué rapidement, une grande bataille philosophique, qui va à l'essence même des thèses réactionnaires, au cœur même de la conception bourgeoise du monde. C'est une bataille menée par les plus larges masses.

La Chine restera rouge

Un grand mouvement d'éducation marxiste ouvriers, paysans, soldats révolutionnaires constituent la force principale du mouvement en cours ; sous la direction du Parti, ils s'approprient les idées et la méthode marxistes-léninistes et frayent la voie au nouveau. Aller au fond des choses, c'est mettre en rapport les paroles et les faits, la « bienveillance » confucéenne et les squelettes des esclaves immolés à la mort du propriétaire la « vertu et la justice » confucéennes et le pillage, l'oppression perpétrés des féodaux, capitalistes et impérialistes — tous confucéens sous l'ancien régime. Aller au fond des choses, c'est faire le bilan de l'expérience, de celle du prolétariat mondial — par l'étude attentive et systématique des textes de Marx, Engels, Lénine, Staline ; c'est faire le bilan de l'expérience passée et présente du Parti Communiste Chinois, par l'étude de ses textes et de l'œuvre du Président Mao.

Cette étude n'a rien d'académique ; ouvriers et paysans, mères de famille et personnes âgées y participent ; à

tout moment, y domine le critère de la pratique et des faits. Et pour chacun, la question de fond est posée : quelle ligne, quelle politique, quelle idéologie, quelle conception du monde y sont à l'œuvre ? Ainsi, le jeune étudiant qui est entré à l'Université par la « porte de derrière » s'interroge : cela sert-il le prolétariat et les masses populaires ou bien leurs ennemis ? N'est-ce pas une politique bourgeoise de domination des intellectuels qui y est à l'œuvre ? Quant aux racines idéologiques, c'est l'arrivisme, le mépris de la classe ouvrière et du peuple, l'idéologie de suffisance confucéenne ; la conception idéaliste — les « héros » font l'histoire — a triomphé. Au contraire, la jeune fille qui s'installe à la campagne, y épouse un paysan, envers et contre tous enracinée profondément la politique, la ligne et l'idéologie du prolétariat ; la ligne Lin Piao-Confucius a été battue !

Consolider les acquis de la révolution culturelle

Du même coup, se développe et se renforce le nouveau, déjà apparu pen-

dant la révolution culturelle : intégration aux ouvriers et paysans des jeunes diplômés par leur installation dans les communes populaires et les usines ; intégration des cadres aux masses par leur participation au travail productif et aux « écoles 7 mai ». Des succès sont remportés sur tous les fronts de la superstructure : école, qui s'ouvre plus largement sur la réalité, littérature et art, santé... ; l'émancipation des femmes progresse à grands pas. Ce sont les choses nouvelles, socialistes qui l'emportent sur les vieilles habitudes et les vieilles idées confucéennes mises à la sauce révisionniste.

Du même coup, s'accélère le bond en avant de la production : à Changhaï, la production industrielle du premier trimestre 74 a dépassé de 7,8 % celle du premier trimestre 73 ! Les innovations techniques fleurissent ; guerre à la servilité à l'étranger et à la passivité — « l'escargotisme » disent les ouvriers ! La révolution stimule la production !

Aussi le mouvement en cours est-il d'une grande signification pratique — la ligne révisionniste de Lin Piao est battue, archi-battue — : la Chine est restée rouge ! mais il est aussi d'une grande portée historique, car dans la bataille, ouvriers, paysans et soldats s'éduquent, s'arment de la conception prolétarienne du monde : ils sauront prévenir le révisionnisme, vigilants pour les déboucher derrière les nouveaux oripeaux qu'il prendra, armés pour le vaincre. La Chine restera rouge.

Une importante contribution à la révolution mondiale.

C'est d'une grande importance dans le monde d'aujourd'hui, où rivalisent les deux superpuissances pour l'hégémonie. Consolidation de la Chine rouge ou bien transformation en néo-colonie soviétique ? C'est là, une autre question posée en permanence. Ceci n'est pas une vue de l'esprit : les révisionnistes de Moscou ne glorifient-ils pas Confucius fort bruyamment ; et la tentative de Lin Piao ne leur a-t-elle pas inspiré publiquement l'espoir que « les forces internationalistes de l'intérieur » l'emportent tôt ou tard en Chine ; c'est de l'intérieur qu'on prend le plus facilement les citadelles. Le Parti, le prolétariat et le peuple chinois répondent de fière manière aux espoirs des révisionnistes soviétiques, et leur portent des coups puissants. En ce sens leur combat contribue à la révolution mondiale ; et, à l'heure où dans notre pays, les forces réactionnaires s'efforcent de discréditer le socialisme et la Chine, au

moyen du cinéma, il nous faut le soutenir. Le populariser, l'expliquer, c'est une bonne chose ; bien combattre nous-mêmes contre le révisionnisme moderne, c'est une meilleure chose encore.

Pour cela, la critique de Confucius et de Lin Piao nous aide — compte tenu de nos situations différentes. Car elle nous montre comment s'édifie la ligne marxiste-léniniste, dans la lutte incessante contre le révisionnisme qui prend de nouveaux visages.

Il n'y a pas de construction sans destruction. La destruction, c'est la critique, c'est la révolution. Pour la destruction, il faut le raisonnement, et celui-ci signifie la construction. La destruction vient en premier lieu, elle porte naturellement en elle la construction ».

Car elle nous montre que la lutte politique rend nécessaire la bataille philosophique ; au fond s'opposent deux conceptions du monde ; en aucun cas elles ne sauraient coexister. Aller au fond des choses dans la bataille idéologique, c'est implanter un peu plus la conception matérialiste dialectique, la conception prolétarienne du monde.

Car elle nous apprend qu'il faut oser lutter contre le révisionnisme, rejeter tout libéralisme et esprit de conciliation. La victoire est à ce prix.

Qui est Confucius ?

« Vieux sage » de la Chine antique, « maître à penser » de l'humanité, « trésor culturel »... tels sont les qualificatifs louangeurs attribués à Confucius, mort il y a 2.500 ans, par les réactionnaires de tout lieu et de tout temps.

Qu'en est-il exactement ? Confucius, issu du clan de l'aristocratie esclavagiste en décrépidité fut un défenseur de cette classe, celle des propriétaires d'esclaves. Le fond de sa pensée « se modérer et en revenir aux rites » vise à restaurer les « rites », c'est-à-dire la domination des propriétaires d'esclaves contre les révoltes d'esclaves et la nouvelle classe montante des propriétaires fonciers féodaux.

Aller à rebours de l'histoire telle est l'essence de la doctrine de Confucius.

Librairie "Les Herbes Sauvages"
70, rue de Belleville - 75020 PARIS

LA LIBRAIRIE EST OUVERTE LE 1^{er} MAI

UNE NOUVEAUTE :
Les communistes albanais contre le révisionnisme
(17 textes, pour la plupart inédits, d'Enver Hoxha et du P.T.A., présentés par P. Kessel)... 9,95

QUELQUES TITRES DE NOTRE RAYON

« LES CLASSIQUES DU MARXISME-LÉNINISME »

- MARX-ENGELS :
Œuvres choisies en 3 volumes, le vol. 17
L'idéologie allemande, l'édition intégrale 30
le 1^{er} chapitre séparé ... 5
Lettres sur les sciences de la nature 9
- TEXTES CHOISIS DE MARX :
— Tome 1 : Philosophie et méthode, histoire, sur le colonialisme 7
— Tome 2 : Economie, individu et société, la lutte des classes 7
- ENGELS :
L'origine de la famille, de la propriété privée et de l'Etat 30
- LÉNINE :
A propos de la France 7
Les cahiers philosophiques (éd. intégrale) 14
- PLEKHANOV :
Œuvres philosophiques en 2 volumes, le vol. 17
- GRAMSCI :
Lettres de prison 38,80
- DIMITROV :
Œuvres choisies, les 3 volumes 39
- POLITZER :
Principes élémentaires de philosophie 9

LE CONTROLE OUVRIER EN ALBANIE

Nous publions des extraits d'un ouvrage à paraître aux Editions du Centenaire sur le contrôle ouvrier en Albanie. Cet ouvrage contiendra des témoignages recueillis auprès des ouvriers de plusieurs usines albanaises, qui ont bien voulu nous expliquer très concrètement le fonctionnement et le rôle du contrôle ouvrier, de cette pratique impulsée par le Parti du Travail d'Albanie et Enver Hoxha, et qui vise à éviter le danger bureaucratique, révisionniste, à élargir la démocratie de masse et à renforcer la dictature du prolétariat.

Q. — Comment s'exerce ce que vous appelez le contrôle d'en bas, le contrôle direct des travailleurs ?

Nous pouvons donner un exemple. Notre usine avait acheté une machine pour augmenter le rendement, mais on n'avait pas encore mis en route cette machine. La direction de l'usine n'avait donc pas fait son travail. Les ouvriers s'aperçoivent que cette excellente machine, achetée à l'étranger, restait inutilisée, ils font alors une « feuille-foudre » (une affiche murale) demandant que cette machine soit mise en marche afin d'augmenter la production et d'alléger le travail des ouvriers. L'organisation professionnelle s'est efforcée de résoudre ce problème. La feuille-foudre a été suivie d'une discussion, puis de la mise en marche de la machine. A la discussion ont pris part le directeur de l'usine, l'ingénieur en chef, l'administration et le secteur de l'usine con-

cerné. On a demandé des comptes à l'administration. A la fin de la discussion, après critique et autocritique, on a fixé des tâches précises pour la mise en route de la machine, et celle-ci a été effectuée rapidement.

C'est le directeur et l'ingénieur en chef qui ont été le plus critiqués. Ils ont fait une autocritique devant le collectif des ouvriers. Ils ont donné quelques raisons expliquant la non mise en route de la machine, mais la principale cause était le bureaucratisme. Les ouvriers ont dit : quand vous êtes devant un problème, vous pouvez vous adresser à nous, car nous vous aiderons à le résoudre... C'est donc le collectif, la masse des ouvriers et la direction qui ont résolu le problème.

Q. — Est-ce que le contrôle ouvrier s'exerce systématiquement sur le travail et les employés de l'administration ?

Oui, bien sûr. C'est d'ailleurs notre usine qui a pris l'initiative consistant à ce que chaque employé de l'administration fasse 100 jours de travail par an à la production. Cette initiative a pour but de préserver les employés du bureaucratisme, de les faire

travailler au contact direct des ouvriers, en équipe 3 x 8. Cette initiative a ensuite été suivie par l'ensemble des entreprises d'Albanie. Elle vise à ce que les employés de l'administration apprennent un métier productif.

Q. — On a dû rencontrer des difficultés dans l'application de cette initiative ?

Certes, il n'a pas été facile de cumuler le travail administratif et le travail à la production. Mais l'élan révolutionnaire permet d'aller de l'avant ! Le contrôle ouvrier sur l'administration a donné lieu à de nombreuses discussions. En effet, les effectifs de l'administration avaient tendance à gonfler démesurément... et il y a eu une grande discussion pour

réduire ces effectifs. Il fallait attribuer un nouveau travail à ceux qui quitteraient le secteur administratif. Il y a eu beaucoup de volontaires pour se reconvertir dans un travail productif. Dans notre usine, 20 % des effectifs de l'administration sont passés à la production, et souvent dans des travaux durs, par équipe. La plupart étaient des communistes.

Q. — Tout à l'heure vous avez parlé du contrôle entre ouvriers, du « contrôle parallèle »...

Un ouvrier fondeur : Comme on vous l'a dit, 60 % des ouvriers de l'usine sont des jeunes. Or les jeunes qui viennent de quitter les bancs de l'école n'ont pas encore acquis l'amour du travail. C'est à nous qu'il incombe de leur donner ce sentiment. Ce travail d'éducation est accompli par l'organisation de base du Parti, par l'organisation professionnelle (le syndicat), par celle de la jeunesse, celle des femmes, par toutes les orga-

nisations de masse, mais depuis le discours du camarade Enver Hoxha, un nouvel horizon s'est ouvert : celui du contrôle parallèle.

Je voudrais vous donner l'exemple d'un jeune de 17 ans qui, à sa sortie de l'école est venu travailler à la fonderie. Le travail est dur, et nous l'avons accueilli très chaleureusement, lui parlant de l'importance de la production et du rôle de notre secteur dans l'usine. Au début, nous avons



Les « feuilles-foudres » suscitent le débat critique-autocritique.

remarqué qu'il travaillait bien, mais n'était pas suffisamment assidu, conscient de l'importance de son travail. Il ne supportait pas bien la discipline du travail.

Nous n'avons pas laissé la résolution de ce problème entre les mains de la direction. C'est nous, ses camarades,

qui nous sommes occupés de lui. Nous avons discuté avec lui, nous sommes sortis avec lui, l'avons accompagné au stade, au cinéma et nous avons vu qu'il changeait, non seulement personnellement, mais qu'il propageait auprès de ses camarades l'amour du travail, le désir de devenir bon ouvrier.

Q. — Le contrôle s'exerce donc à l'extérieur de l'usine...

Oui, bien entendu. Par exemple, il y avait un groupe de jeunes qui suivait la mode étrangère, qui copiait, ce qui n'est pas bon pour notre jeunesse. Nous avons exercé le contrôle dans l'usine, mais aussi dans le quartier où ils habitaient. Nous leur avons demandé d'où venait cette manière d'agir et nous avons commencé à travailler avec eux. Nous avons obtenu,

après un grand travail, de bons résultats et, pour ceux que nous n'avons pas pu convaincre par la discussion, nous sommes passés au débat par feuille-foudre. C'est nous, le groupe de contrôle, qui avons engagé le débat, puis toute l'usine s'y est jointe. C'était bien, car la plupart de ceux qui critiquaient ces jeunes étaient des jeunes eux aussi.

Q. — Le contrôle, à l'extérieur, s'exerce-t-il sur des organismes dirigeants ?

Oui. Par exemple, nous avons exercé le contrôle ouvrier dans plusieurs ministères : industrie, communication, agriculture, finances... C'est le Comité de Parti de Tirana et les Unions professionnelles de la ville qui nous ont autorisé à faire ce contrôle.

Car personne ne peut fermer sa porte au contrôle ouvrier ! Tous sont obligés de l'accepter. Il n'est pas nécessaire au groupe de contrôle de prendre un « laissez-passer » ! C'est le Parti qui a donné ce pouvoir à la classe ouvrière.

On nous a donc fourni tous les renseignements pour exercer ce contrôle dans les ministères. Par exemple, pour le ministère de l'industrie, nous avons été dans les entreprises pour examiner les problèmes qui se posaient en ce qui concerne l'acier, les différents métaux. Nous avons été aux usines Partizani, Tractori, etc., et nous avons vu les problèmes. Puis nous sommes allés directement au ministère, nous avons rencontré le vice-ministre, nous avons discuté avec lui et lui avons demandé pourquoi il y avait des difficultés en ce qui concerne la fourniture des matériaux aux entreprises. Après avoir constaté les défauts du

fonctionnement du ministère, les entraves, on a fait une réunion avec tout le ministère, à laquelle assistait le ministre lui-même, qui est membre du Bureau Politique, et on a discuté de ces défauts. On a parlé des difficultés, les lenteurs administratives, il y a eu critique parallèle des uns par les autres, puis on a fixé les tâches pour corriger les défauts. On a constaté de très nets progrès en un court laps de temps. Le ministère nous a remerciés pour notre contrôle. Nous avons fait cela pour que le ministère voit bien ce qui se passe dans les entreprises, afin que le travail progresse. D'ailleurs, quand le ministère ne nous contrôle pas nous-mêmes, nous le critiquons.

Nous ne faisons pas le contrôle de manière permanente, mais à des périodes déterminées. Par exemple, quand un homme fait des erreurs dans son travail, nous exerçons notre contrôle et le critiquons. Au bout d'un certain temps, nous exerçons notre contrôle, s'il ne s'est pas corrigé, nous prenons des mesures. Nous lui laissons d'abord la possibilité de se corriger, et ce n'est que s'il refuse, empêchant ainsi que le travail aille de l'avant, qu'on prend des mesures.

Comme toujours, l'entretien se termine par quelques paroles internationalistes :

Il est important d'expliquer en France les succès du contrôle ouvrier en Albanie, pour qu'ils soient connus des marxistes-léninistes, des révolutionnaires français, pour que les idées du marxisme-léninisme triomphent en France, que le capitalisme soit renversé, que la classe ouvrière s'empare du pouvoir puis passe du socialisme au communisme. C'est un problème très difficile que la révolution, mais la classe ouvrière n'a rien à perdre que ses chaînes.

Nous, la classe ouvrière albanaise, éduquée par le P.T.A., nous soutiendrons toujours les mouvements révolutionnaires dans le monde, y compris les révolutionnaires français. Nous avons la ferme conviction que les

leçons du marxisme-léninisme, l'expérience de notre Parti, seront bien comprises par les révolutionnaires français, et qu'ils feront leur travail.

Le révisionnisme moderne est un exemple négatif, mais notre Parti, qui ne s'est jamais agenouillé devant les révisionnistes soviétiques, nous a toujours fourni un exemple positif. L'attitude face aux révisionnistes, voilà la ligne de démarcation entre les révolutionnaires et les opportunistes. Notre peuple a toujours été déterminé dans la lutte contre le révisionnisme. Il a préféré manger de l'herbe plutôt que de plier devant les impérialistes et les révisionnistes ! »

Interview réalisée avec des ouvriers de l'usine « Enver Hoxha » à Tirana.

Ecoutez les radios révolutionnaires TIRANA

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
6 h	
16 h	
17 h	sur 31 et 42 m ;
19 h	
21 h	
22 h	sur 31, 42 et 215 m ;
23 h 30	sur 31 et 41 m.

PÉKIN

Heures de Paris	Long. d'onde en m.
19 h 30 - 20 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
20 h 30 - 21 h 30	sur 45,7 ; 42,5 ;
21 h 30 - 22 h 30	sur 42,5 ; 45,7 ;
22 h 30 - 23 h 30	sur 42,7 ; 42,4 ; 45,9.



MOYEN-ORIENT

ECHEC

AUX MANŒUVRES

DES DEUX

SUPERPUISSANCES

Depuis maintenant plus de 40 jours des combats acharnés se déroulent sur les pentes du Djebel Scheikh, dans le Golan, opposant les forces syriennes et palestiniennes aux troupes d'agression sionistes. Ces dernières ont déjà dû reconnaître de très lourdes pertes en hommes et en matériel sur l'ensemble du front qui s'étend sur 70 km.

L'écho de ces combats est loin de plaire aux deux supergrands qui voient ainsi traiter à sa juste valeur le chiffon de papier de leur « cessez-le-feu » imposé aux peuples arabes et palestiniens. Car ils sont la manifestation éclatante que ceux-ci savent bien qu'ils ne doivent pas déposer leurs armes tant qu'un pouce de la patrie est encore occupé. La libération totale des territoires occupés est à ce prix.

L'offensive de charme de Kissinger a fait long feu auprès du peuple et du gouvernement syrien qui refusent de se laisser abuser par de trompeuses paroles de paix et de négociation. C'est ce que le président Hafz Assad vient de souligner fortement en affirmant, au cours d'un meeting de masse tenu récemment à Damas :

« La base d'une paix équitable est la libération totale des territoires occupés en 1967 et la réalisation véritable des droits du peuple palestinien arabe... »

« En dépit des méthodes employées par l'ennemi et des capacités à sa disposition, et en dépit des forces qui se tiennent derrière lui et qui le soutiennent, nous ne baisserons pas la tête... Nous poursuivrons nos préparatifs et l'entraînement de notre peuple et de nos forces armées, et notre détermination restera ce qu'elle est jusqu'à ce que nous remportions la victoire. »

Pendant ce temps le désarroi règne dans les rangs des agresseurs sionistes. La démission déshabillée de la criminelle de guerre Golda Meïr se lamentant : « Je suis au bout du chemin, je ne peux plus continuer », est un échec pour ses maîtres américains.

Si en Israël on se querelle aigrement pour savoir qui est responsable de la défaite d'octobre, sans accepter de reconnaître que l'Etat colonialiste et expansionniste d'Israël porte en lui-même le germe de ses défaites passées et futures, la situation n'est pas brillante non plus pour la superpuissance soviétique.

Déjà déconfit de voir démasqués et condamnés publiquement les énormes profits dont elle s'emplit les poches en exploitant la situation qu'elle a contribué à imposer aux pays du Moyen-Orient, elle vient d'essuyer une cuisante claque par les révélations égyptiennes sur ses intolérables ingérences dans les affaires intérieures des peuples arabes.

Commentant les déclarations du président Sadate, un journal égyptien ne vient-il pas d'écrire :

« Apparemment, les politiciens d'Union soviétique croient que le droit de négocier la détente est limité aux deux seules superpuissances et que les petits pays, tels que l'Égypte, n'ont le droit de dire ni oui ni non, sauf sous l'égide de l'un ou de l'autre des deux supergrands. » Par ailleurs, après avoir lourdement insisté pour participer aux travaux de dégagement du canal de Suez, « les experts soviétiques qui sont venus en Égypte ont consacré leur temps à recueillir des renseignements sur ce qui se faisait autour du canal et n'ont porté aucun intérêt à l'étude du dégagement du canal lui-même. Aucune proposition sur les opérations de dégagement n'a été formulée par l'Union soviétique ».

Malgré de claires dispositions du « traité d'amitié entre l'Égypte et l'U.R.S.S. », celle-ci « n'a pas consulté l'Égypte au sujet de l'accord de détente conclu avec les U.S.A... Mais nous aussi nous avons un cerveau et nous réfléchissons. Notre cerveau nous avertit de ne pas laisser une des deux superpuissances nous utiliser contre l'autre, ou ne pas permettre à l'une ou l'autre des superpuissances de porter tort à notre avenir au bénéfice de ses propres intérêts ».

Ainsi, au Moyen-Orient comme partout ailleurs dans le monde, les peuples n'entendent pas plier les genoux devant les prétentions des deux supergrands à leur dicter leur conduite.

Luttes dans le monde

R.F.A.

Ample mouvement de grève dans la métallurgie

53 000 métallos ouest-allemands de Brême — parmi lesquels 3 000 travailleurs immigrés — viennent de mener une grève de près d'un mois pour imposer une augmentation de salaire.

Les piquets de grève installés devant les portes des usines développèrent des luttes acharnées contre une poignée de briseurs de grève.

Une manifestation de 5 000 grévistes a parcouru la ville pour protester contre la hausse des prix et la baisse du pouvoir d'achat.

ITALIE

Manifestation anti-fasciste à Milan

Un commando fasciste ayant attaqué le siège d'une organisation étudiante, blessant une jeune fille d'un coup de revolver, 5 000 manifestants se sont retrouvés dans la rue pour riposter à ces violences fascistes.

Étudiants, ouvriers, femmes, ont parcouru, au coude à coude, le centre de la ville pendant qu'une grève générale des cours était organisée par les étudiants et les lycéens.



JAPON

L'offensive de printemps se développe vigoureusement



A Tokyo, un million de travailleurs manifestent contre la hausse des prix.

Six millions de travailleurs se sont mis en grève générale pour marquer la troisième vague de leur « offensive de printemps ».

Le mouvement touche des secteurs aussi divers que les tramways, les chemins de fer nationalisés et privés, les télécommunications, les ports, les autobus, de la métallurgie, des machines électriques, des mines, les enseignants, les employés municipaux, etc.

Tous les réseaux de transport ont ainsi été paralysés, causant de lourdes pertes aux capitalistes monopoleurs.

CAMBODGE

Les victoires de la saison sèche



Dans la zone libérée, des jeunes s'engagent dans les Forces armées populaires.

Les F.A.P.L.N.K. ont mis hors de combat 9 400 soldats lonnoliens en un mois. Durant cette période, plus de 12 000 habitants ont quitté les zones provisoirement occupées par les traîtres — malgré l'interdiction de ces derniers — pour rejoindre les zones libérées.

Depuis le début de la saison sèche, les Forces armées populaires ont administré quantité de coups sévères aux fantoches retranchés dans Phnom Penh.

La ligne de défense aux alentours de Phnom Penh, où s'étaient concentrées plus de la moitié des forces militaires de la clique lonnolienne, a été mise en pièces à la suite de violentes offensives. Les principales installations administratives et militaires des fantoches sont quotidiennement bombardées, au cœur même de Phnom Penh.



Des combattants des F.A.P.L.N.K.

Les grandes voies de communication menant à Phnom Penh sont coupées par les forces populaires. 50 à 60 % des bateaux ennemis transportant sur le Mékong des munitions et de l'essence, ont été détruits.

En quelques jours, 6 commandants fantoches ont été destitués de leurs fonctions et sont passés en conseil de guerre pour « avoir battu en retraite ». C'est dire quel est l'état du moral des troupes fantoches !

La Tanzanie progresse dans sa lutte contre l'impérialisme et le néocolonialisme

En dépit de l'opposition et de la pression des deux superpuissances, le Gouvernement tanzanien a récemment décidé l'extension de ses eaux territoriales de 12 à 50 milles marins, pour défendre sa souveraineté d'Etat et ses ressources maritimes.

Soutenu par son peuple, le Gouvernement tanzanien a publié au cours des six derniers mois, deux déclarations s'opposant à ce que « les grandes puissances profitent de l'océan Indien pour mener leur lutte militaire et leur compétition » et condamnant les superpuissances qui « ne tiennent aucun compte des intérêts des petits nations, ceux du tiers monde en particulier ».

Le Gouvernement et le peuple tanzanien ont toujours accordé un soutien résolu à la lutte des peuples d'Afrique australe, en particulier. De nombreux mouvements de libération de cette région ont leur quartier général en Tanzanie.

La Tanzanie attache une grande importance à l'édification de ses forces armées nationales et au renforcement de sa milice populaire pour résister à toute agression des impérialistes et des colonialistes.

Pour consolider l'indépendance nationale, il faut aussi développer l'économie nationale ; aussi la Tanzanie a-t-elle pris possession d'un certain nombre de compagnies et plantations gérées par les colonialistes, mené à bien l'africanisation des cadres, obtenant ainsi d'excellents résultats dans le développement de l'économie nationale. Elle avance à grands pas sur la voie de l'indépendance et du progrès.

Paroles à méditer

« Je suis persuadé que les syndicats procéderont à un examen sérieux et honnête de la situation, notamment de notre lutte contre l'inflation, et que des poussées irréflectives n'empêcheront pas la réussite d'une politique qui nous engage tous. »

Ce n'est pas Chaban-Delmas, ni même Giscard d'Estaing qui ont prononcé ces paroles mais Mitterrand lui-même. Des paroles qui laissent entendre bien des choses.

Si Mitterrand passait, le nouveau gouvernement appellerait les travailleurs à faire preuve de « modération » dans leurs revendications pour aider la « gauche ». Des appels seraient lancés aux travailleurs pour qu'ils ne fassent pas grève. Quant aux directions syndicales, elles feraient tout pour étouffer les luttes revendicatives et briser celles qui se développeraient. Au nom de l'aide au gouvernement de gauche les travailleurs seraient appelés à retrousser leurs manches et à se serrer la ceinture. Et pendant ce temps les profits capitalistes s'arrondiraient.

Profitez !

« Comment pourrions-nous être contre le profit dans une économie de marchés où la France se trouve, par sa nature même, par son appartenance au Marché commun et par l'aire d'influence ou la zone d'influence américaine ? Comment est-ce concevable ? »

C'est toujours Mitterrand qui parle. En somme, la France étant un pays capitaliste... on ne peut pas être contre le capitalisme. Mitterrand est dans la tradition des gérants loyaux du système capitaliste.

Quand Mitterrand était Ministre...

Chers camarades...

Comme bien des vrais et réels communistes, je compte sur vous pour situer à son exacte valeur la personnalité du candidat de la gauche unie, autrement dit le sieur Mitterrand.

Entre autres états de services, lors de son passage au Ministère de la Justice, il s'est distingué en signant le décret de dissolution des organisations démocratiques suivantes : France-Vietnam, Association Nationale des Rapatriés d'Indochine et, assurément aussi, les premières amitiés franco-chinoises.

En cherchant un petit peu du côté du Journal Officiel, on doit retrouver la trace et la preuve qu'il a ainsi démontré de son asservissement à la bourgeoisie. Nul doute qu'il ne manquerait pas de continuer dans cette voie s'il était, à l'instar d'un Chaban ou d'un Giscard, porté au pouvoir.

Je suis totalement d'accord avec vous, pour lui barrer la route, comme aux autres, et qu'il n'est qu'une solution : celle que votre journal prône et dont il s'est fait le seul pur et ardent défenseur.

Quand on pense qu'ils vont jusqu'à brader le traditionnel défilé du 1^{er} mai pour leurs urnes bourrées d'illusions et de fausses promesses démagogiques.

Je pense qu'il faut tout faire pour que le peuple français ne cautionne pas cette mascarade éhontée.

À nous de leur dessiller les yeux et leur ouvrir l'esprit sur les manœuvres surprises qui les attendent avec les héritiers de Georges de droite ou de gauche, comme ils se prétendent.

Je n'exclus pas ces éternels éléments troubles d'une soi-disante extrême-gauche : trotskards et autres de tout accabit qui, au second tour, diront à leurs maigres ouailles de voter pour le François de service. Un lecteur.

Regards sur le cirque électoral...

Douloureux sacrifices. Pour qui ?

Au cours de son « face à face » avec Chaban-Delmas Mitterrand s'est exclamé :

« Vous me dites : comment allez-vous faire, avec votre programme, vos intentions, etc., et un taux de croissance diminué ? C'est vrai que ce problème se pose dans les mêmes termes à tous les responsables politiques et qu'aussi bien Jacques Chaban-Delmas que Valéry Giscard d'Estaing ou moi-même nous sommes obligés d'inclure une politique sociale à l'intérieur d'un taux de croissance qui, ayant baissé de deux points, c'est-à-dire de 6,5 % à 4,5 %, suppose moins de production et, donc, moins à répartir et moins à distribuer. Et cela implique, pour tout programme politique, de douloureux sacrifices. »

De douloureux sacrifices pour qui ? Sûrement pas pour les capitalistes.

Ces propos de Mitterrand confirment ce que nous ne cessons de répéter : quel que soit le nom du futur président, la bourgeoisie cherchera à faire supporter le poids de la crise capitaliste aux travailleurs.

D'ici dix-huit mois...

Mitterrand demande déjà aux travailleurs d'attendre. Il promet la retraite à 60 ans mais pas avant 18 mois. Gageons que si les travailleurs se fiaient à ses promesses ils risqueraient d'attendre longtemps.

Confiance

Mitterrand fait appel à la confiance des capitalistes. Un jour, il leur dit : « le secteur privé doit faire confiance à la gestion de la gauche » ; Un autre, s'adressant aux spéculateurs il déclare : « J'espère qu'on me fera confiance ; moi en tout cas, je fais confiance ». Comment les travailleurs, eux, pourraient-ils lui accorder leur confiance ?

Entre gens du même monde

Mitterrand et Chaban-Delmas sont de vieilles connaissances. Tous deux furent ministres d'un même gouvernement sous la IV^e République. Rien d'étonnant dès lors, que Chaban-Delmas lance à son ex-confrère : « Ce n'est pas sur les objectifs que nous sommes en désaccord ». Tous deux ont en effet pour objectif de défendre au mieux les intérêts capitalistes.

Discordances

Dans « Le Monde » du 17-4-74, Jobert faisait état de sa volonté de voir se constituer un gouvernement européen.

Sur ce, Mitterrand fait le commentaire suivant : « sur le plan de l'Europe, je ne peux que me réjouir de voir M. Jobert aller vers l'idée d'une Europe occidentale structurée, organiquement structurée, telle a toujours été ma position, je suis franchement européen ».

Et de son côté « L'Humanité » écrit : « M. Jobert prêche pour de nouvelles atteintes à la souveraineté nationale ».

Le moins qu'on puisse dire c'est qu'il y a deux sons de cloche. L'un se rapporte à ce que les autres tiennent.

L'optimisme de Servan-Schreiber

Servan-Schreiber a fait état de son optimisme devant « l'effort de M. François Mitterrand pour se dégager du programme commun » laissant entendre qu'il pourrait bien, le moment venu lui apporter son appui.

Certains compères de Servan-Schreiber n'ont d'ailleurs pas attendu. C'est ainsi que la fédération de l'Isère du parti radical a appelé à voter Mitterrand.

Ce dernier, en déclarant que son premier ministre serait socialiste, et en laissant entendre qu'il s'agirait de Deferre, fait ainsi un appel du pied en direction du « centre ». On se souvient que Deferre fut en 1965 sous le nom de « Monsieur X » le candidat appuyé par Servan-Schreiber à la présidence de la République. On sait aussi que la municipalité de Marseille comprend des « centristes ».

Les paroles et les actes

« Je ne suis absolument pas partisan du système capitaliste, du système sauvage » ainsi parle Chaban-Delmas. De nos jours tous les représentants du capital se disent anticapitalistes et parlent de « socialisme » pour mieux défendre le système capitaliste. Qu'ils s'appellent Chaban-Delmas ou Mitterrand.

Chaban et Salan

Chaban-Delmas a fait appel à Salan pour qu'il appuie sa candidature. Voilà qui en dit long sur le prétendu « libéralisme » de Chaban-Delmas.

Travail, famille, patrie

C'est là le programme de Royer, bien connu pour avoir ramené l'âge de « l'apprentissage » à 14 ans. Il déclarait récemment à propos de l'avortement : « la vraie contraception est masculine, car elle représente un effort de domination de soi qui enrichit l'homme. C'est en cela qu'il est différent de la femme ». Sombre individu que ce Royer !

Le mépris

Pour tenter de justifier le refus de la retraite à 60 ans pour tous, voici l'argument trouvé par Chaban-Delmas : « Moi qui ai cinquante-neuf ans, si on me disait : « Vous allez vous arrêter dans un an, je serais fou de rage ». Cela s'appelle se moquer du monde. Sur ces 59 ans combien d'années Chaban-Delmas a-t-il passé en usine ?

Pas de bouleversements

Le 9 avril, devant le comité central du P. « C. » F., Marchais affirmait bien haut : « Nous ne voulons pas de bouleversements » et réclamait « un changement raisonnable ». Le 19 avril, Chaban-Delmas promettait à son tour « le progrès sans bouleversements », « le changement dans l'ordre ». De Marchais en Chaban le langage est le même car la peur est la même, celle de bouleversements révolutionnaires.

« La France, des Flandres aux Antilles »

Tel pourrait être le nouveau slogan de Mitterrand (lui qui parlait autrefois de « la France, des Flandres au Congo »). Defferre a en effet rejeté catégoriquement toute possibilité d'indépendance pour les colonies. « Il ne peut être question d'abandon ni d'indépendance » a-t-il déclaré aux Antilles, ajoutant : « François Mitterrand ne veut pas rompre avec les Antilles, bien au contraire ». Les « socialistes » restent fidèles à leur passé colonialiste.

Les trotskistes, tels qu'en eux-mêmes

Rarement les trotskystes auront démontré avec autant d'éclat leur véritable nature. On se gargarise de phrases de « gauche » pour faire « révolutionnaires », on concède que Mitterrand est un « bourgeois de gauche », et... on appelle à voter pour lui.

Si le ridicule tuait...

Les dirigeants de « Front Rouge » avaient rêvé de pouvoir exhiber un des leurs sur les écrans de télévision. À l'image des trotskystes ils voulaient prendre part aux jeux du cirque électoral. Ils ont ainsi démontré leur caractère d'opportunistes de droite. Anti-électorales en paroles, comme les trotskystes, ils se sont démasqués comme des défenseurs de l'électorisme. À qui fera-t-on croire que l'on puisse combattre l'électorisme en participant au cirque électoral ? Qu'étaient de droite et gauche des signatures de notables, ils se sont cassés le nez devant les portes du conseil constitutionnel. Ils n'avaient pas pu mendier assez de signatures. Si le ridicule tuait...

ASSOCIATION GÉNÉRALE DES ÉTUDIANTS RÉUNIONNAIS (section de Paris)

COMMUNIQUE A LA PRESSE

Face aux événements politiques actuels, l'A.G.E.R. — section de Paris — s'abstient de toute intervention et de toute prise de position en faveur de tel ou tel candidat aux élections présidentielles. Quels que soient les résultats du scrutin du 5 mai, rien ne changera à la Réunion ou si peu.

La victoire d'un candidat de droite signifierait la continuation de la même politique colonialiste d'intégration et le renforcement de l'occupation militaire de notre pays. Une fois de plus la victoire de la réaction sera synonyme pour notre peuple : dégradation de son niveau de vie, accentuation de l'exploitation et de la répression.

En cas de victoire du candidat de la gauche, le scrutin d'autodétermination ne pourrait nous apporter qu'une autonomie de gestion, ce qui ne saurait remettre en cause fondamentalement la domination de notre pays et son pillage par le colonialisme français.

Devant une telle situation l'A.G.E.R. — section de Paris — ne saurait rester indifférente. Elle réaffirme que la libération totale de notre pays ne saurait passer par la voie illusoire d'élections, mais bien au contraire par la lutte unitaire de tout notre peuple contre le colonialisme français, pour l'indépendance nationale.

Contre les urnes du colonialisme, nous demandons à tous les travailleurs et à tous les jeunes de notre pays de s'abstenir le jour du scrutin.

Abstention le 5 mai !

Seule la lutte paie !

Vive la lutte de libération nationale !

Fait à Paris, le 20 avril 1974

Les marxistes-léninistes et le service militaire

(Suite de l'article paru dans le n° 226)

Quelle est la raison principale de l'action menée contre le service militaire par certains partis bourgeois tels le P. C. F., et le P.S. et les réforma-

teurs? La source se trouve dans la politique nationale qui domine actuellement quant au fond la scène politique française.

Préserver l'indépendance nationale

La lutte au sein du capital monopoliste se mène, schématiquement, entre deux options. D'une part les « gaullistes », partisans de la défense des intérêts des monopoles français face aux supergrands; cette défense passe par le maintien de l'indépendance de la France; car s'ils cherchent à protéger les zones d'influence à l'étranger, c'est surtout, de nos jours, la sécurité du territoire de notre pays, de la France elle-même qu'il leur faut assurer face aux ambitions hégémoniques des deux superpuissances. Et d'autre part les partis, proposant de se concilier, sinon de se soumettre tout de suite aux deux supergrands, présentant d'ailleurs des solutions à programmes différents, mais de même essence. Les réformateurs préchent le retour dans le giron U.S. Les dirigeants révisionnistes veulent mettre notre pays sous coupe soviétique et les « socialistes » parlent de s'arranger avec les U.S.A. comme l'U.R.S.S., mais penchent de plus en plus vers l'entente avec Moscou.

Ces deux grandes options de politique étrangère ne peuvent être mises à égalité. Car si la soumission aux superpuissances est profondément réactionnaire, une politique de préservation de l'indépendance nationale, comme l'ont conduite de Gaulle et Pompidou, toute inconséquente et entachée d'opportunisme qu'elle soit obligatoirement, sert néanmoins, dans ses aspects positifs, notre peuple comme ceux du monde entier.

En quoi cela rejoint-il le service militaire? En ce que conscription signifie que la bourgeoisie doit faire appel au peuple, cherche à l'associer à la préservation de l'indépendance, c'est-à-dire que la conscription signifie défense nationale; tandis que l'armée de métier, défense confiée à des spécialistes, non appuyée par le peuple, est une défense très faible entraîne donc une soumission plus facile aux superpuissances. Nous ne considérons bien sûr ici que la défense conduite par la bourgeoisie, dans la mesure de ses moyens. Nous savons que la véritable indépendance repose sur le peuple dirigé par la classe ouvrière, par son parti marxiste-léniniste. Mais la bourgeoisie est au pouvoir et c'est de fait, temporairement sur son armée que se fonde l'indépendance de la France. Aussi notre ligne stratégique basée sur la certitude que seule la classe ouvrière est en mesure de conduire de manière conséquente la lutte de notre peuple pour l'indépendance n'est-elle nullement contradictoire avec une ligne tactique fonction des conditions objectives actuelles, consistant à soutenir, en la critiquant dans ses aspects opportunistes, une politique

bourgeoise empreinte d'une volonté de défense. Il est juste de lutter dans la situation internationale actuelle, pour le renforcement de la défense nationale, ce qui implique le maintien de la conscription.

D'ailleurs la réduction des effectifs militaires français, qui serait la conséquence directe de la réduction ou de la suppression du service militaire, satisfait précisément le profond désir de Brejnev, qui s'est prononcé plusieurs fois et avec insistance, pour la réduction des armées nationales des pays européens. C'est le voleur qui crie au voleur. Sa demande a même été formulée à l'occasion du tapage fait sur la négociation sur la « réduction » des forces en Europe (conférence de Vienne), comme si la tension dans cette région du monde ne provenait pas justement de la lutte entre les U.S.A. et l'U.R.S.S. pour le contrôle de l'Europe et des troupes et armements qu'ils y ont amenées et continuent d'y introduire. Plus la défense des pays européens sera faible et plus l'Union soviétique pourra facilement les menacer militairement et étendre son influence sur eux.

Revendiquer le raccourcissement ou la réduction du service militaire, c'est, de fait dans la situation actuelle, militer contre l'indépendance nationale et pousser à l'occupation étrangère. C'est pour cette raison qu'on ne peut que qualifier de campagne de démission nationale la propagande du « Programme commun » sur ce sujet, et particulièrement celle des dirigeants révisionnistes du P. C. F. Le camp « gaulliste » est déjà opportuniste à l'égard des menaces sur notre pays, notamment vis-à-vis de la superpuissance se préparant à une forte expansion militaire qu'est l'U.R.S.S.. Mais les belles paroles des signataires du « Programme commun » concourant à une démobilisation politique, notamment celle du groupe de Marchais, se ramènent à utiliser les justes aspirations à la paix de notre peuple pour le dresser contre toute politique de défense, que ce soit l'armement nucléaire ou le service militaire. Ceci est à lier avec la priorité accordée par la direction du P. C. F., tout comme par les révisionnistes soviétiques aux questions européennes. « L'Humanité » attaque l'armée et a d'ailleurs rouvert ses colonnes aux luttes du contingent, pour tenter de les amener sur sa ligne. Trompant beaucoup de travailleurs parce qu'ils se réclament du passé du P.C.F. et du communisme, les dirigeants révisionnistes français, leur position antinationale le vérifie, constituent l'état-major politique le plus dangereux pour notre peuple.

Lutter contre la dictature de la bourgeoisie

Il faut savoir soutenir une loi, soutenir tel ou tel aspect de la politique de la bourgeoisie ou d'une de ses fractions, dans la mesure où cette loi ou cet aspect servent le prolétariat, dans la mesure où tactiquement les intérêts des deux parties convergent sur un point déterminé. Mais actuellement, s'il peut y avoir accord temporaire entre deux classes dans un domaine précis, il n'y en a pas moins également principalement lutte entre elles. C'est-à-dire que d'une manière générale le combat anticapitaliste, pour la révolution prolétarienne, doit se trouver au premier plan.

Sur le plan militaire: nous défendons la conscription, et nous soutenons la volonté de défense nationale des « gaullistes ». Et en même temps est nécessaire la lutte contre tout ce qui, dans cette politique militaire bourgeoise, va à l'encontre des intérêts du peuple révolutionnaire. Il faut combattre à fond la

politique de maintien de l'ordre capitaliste, la préparation à l'usage éventuel de l'armée pour la répression du peuple français, ainsi que tout développement de l'armée de métier. Il faut lutter contre la politique coloniale et néocoloniale française, contre le stationnement de troupes « outre-mer » dans les D.O.M.-T.O.M. ainsi que dans les pays africains indépendants.

Il est nécessaire de critiquer et de combattre les aspects opportunistes de la politique de défense nationale du pouvoir, et de se tenir de plus prêt à la capitulation de la bourgeoisie monopoliste française devant l'agresseur. Cette classe est historiquement incapable d'assumer la direction d'une politique de défense authentique, elle ne peut conduire pour cela un peuple qu'elle opprime. Nous condamnons dans la politique « gaulliste » les aspects conciliateurs avec les superpuissances. Nous

condamnons l'opportunisme qui consiste par exemple à minimiser les préparatifs de guerre des U.S.A. et de l'U.R.S.S., à ne même pas protester contre la pénétration de sous-marins soviétiques dans les eaux territoriales françaises ou contre le survol de la Corse par les avions de Brejnev. Oui une menace pèse de plus en plus lourde sur notre pays, et ce n'est pas d'entente avec les agresseurs dont notre peuple a besoin, mais d'une politique de défense ferme, qui est loin d'exister. L'exemple du survol du site des fusées d'Albion, il y a plusieurs mois, par un avion aioniste espion à seulement quelques mètres d'altitude donne une idée de l'insuffisance de la protection de la France, de l'inconséquence de la politique de défense bourgeoise, inconséquence qu'il nous faut combattre.

Il faut lutter pour que notre jeunesse bénéficie d'une véritable instruction militaire, pour que les appelés ne soient pas détournés vers des tâches administratives, techniques ou de « service », mais reçoivent une formation militaire sérieuse. La connaissance de l'usage des armes est d'une importance stratégique pour le prolétariat et le peuple français.

Sur le plan des conditions de service militaire, il est nécessaire de combattre l'oppression de l'appelé. Nous soutenons les luttes du contingent contre le « bourrage de crâne », contre l'endoctrinement réactionnaire, pour la liberté d'information et d'expression des appelés, pour le respect du soldat (brimades et vexations restent courantes, la presse en révèle d'ailleurs parfois). De même il est juste de revendiquer l'amélioration des conditions matérielles du service, à commencer par une forte augmentation de la dérisoire solde, source de bien des difficultés des appelés, et surtout de ceux qui sont mariés.

Ceci doit favoriser la prise de conscience par la jeunesse du caractère de classe de l'armée, et du fait que c'est le régime capitaliste qui engendre ces contradictions, lesquelles ne seraient être fondamentalement résolues par les réformes, mais par le renversement de la bourgeoisie.

L'anti-militarisme petit-bourgeois

Il nous faut, pour terminer, jeter un coup d'œil sur les différents mouvements antimilitaristes qui essaient de se développer à l'heure actuelle.

Ces mouvements s'appuient sur la juste et sincère poussée révolutionnaire de la jeunesse qui condamne le capitalisme et l'armée chargée de le maintenir, qui entre en lutte contre son oppression pendant son passage « sous les drapeaux ». Evidemment un si vaste courant ne peut que colporter avec lui des manifestations secondaires et diverses d'idéologie non prolétarienne que les antimilitaristes petit-bourgeois essaient de mettre en valeur, notamment chez les intellectuels: l'antiautoritarisme anarchiste d'essence individualiste, le pacifisme de tradition idéologique social-démocrate et chrétienne, ainsi que le mépris de l'effort physique, du côté manuel et matériel de l'instruction militaire qui « abaisseraient » l'intellectuel petit-bourgeois.

Le contenu politique et idéologique de la ligne développée par les dirigeants de ces groupes, des objecteurs de conscience aux trotskistes, des anarchistes à une certaine ligne au sein de « Libération » est dans son fond de nature révisionniste. Leur dénonciation de l'oppression du contingent et des missions répressive et néocoloniale de l'armée, pour justes qu'elles puissent être, débouchent sur l'attaque du service militaire. On sait où cela mène. On comprend encore mieux la conjonction de cette extrême-gauche avec le révisionnisme quand on voit qu'elle essaie de transformer toute lutte du contingent

Mais les luttes ne doivent en aucun cas déboucher sur une ligne révisionniste de démobilisation morale, de soumission nationale et de refus de l'instruction militaire. Au contraire de ce que pratiquent les dirigeants révisionnistes et trotskistes, elles doivent être liées à la ligne prolétarienne, à la défense de la conscription et de l'indépendance nationale; ce qui implique la large explication de notre position sur ces questions.

Notre ligne dans ce domaine est fondée sur une analyse dialectique des conditions objectives. Dans la politique du pouvoir, nous combattons le négatif et soutenons le positif quand il existe. Ce n'est pas là faire preuve d'opportunisme; au contraire seule une telle souplesse dans la ligne révolutionnaire peut conduire au renversement de la bourgeoisie et à l'instauration de la dictature du prolétariat. L'opportunisme, le révisionnisme consisteraient justement à soutenir ou à combattre à la fois les deux aspects, le bon comme le mauvais.

Il faut enfin ajouter que dans notre monde en profonds bouleversements, les transformations des conditions objectives entraîneront l'adaptation de la ligne politique prolétarienne aux nouvelles réalités. Suivant les cas, tels ou tels aspects prendront plus ou moins d'importance, ou bien feront peut-être place à leur contraire. Notre ligne dépend en particulier des changements dans la politique des superpuissances, comme dans celle du pouvoir, qu'il n'y ait ou non nouveau personnel politique. Par exemple, nous sommes aujourd'hui opposés à la réduction du service. Cela ne veut pas dire que nous y serions opposés à n'importe quelle époque. Revendiquer cette réduction quand les « socialistes » l'avaient allongé à plus de trente mois, pour la guerre d'Algérie était tout à fait juste. Ou encore notre attitude à l'égard de la politique étrangère et militaire « gaulliste » ne sera pas la même si celle-ci évolue en concession encore plus larges au social-impérialisme soviétique, et elle sera radicalement différente à l'égard de celle du « Programme commun » s'il passe au pouvoir.

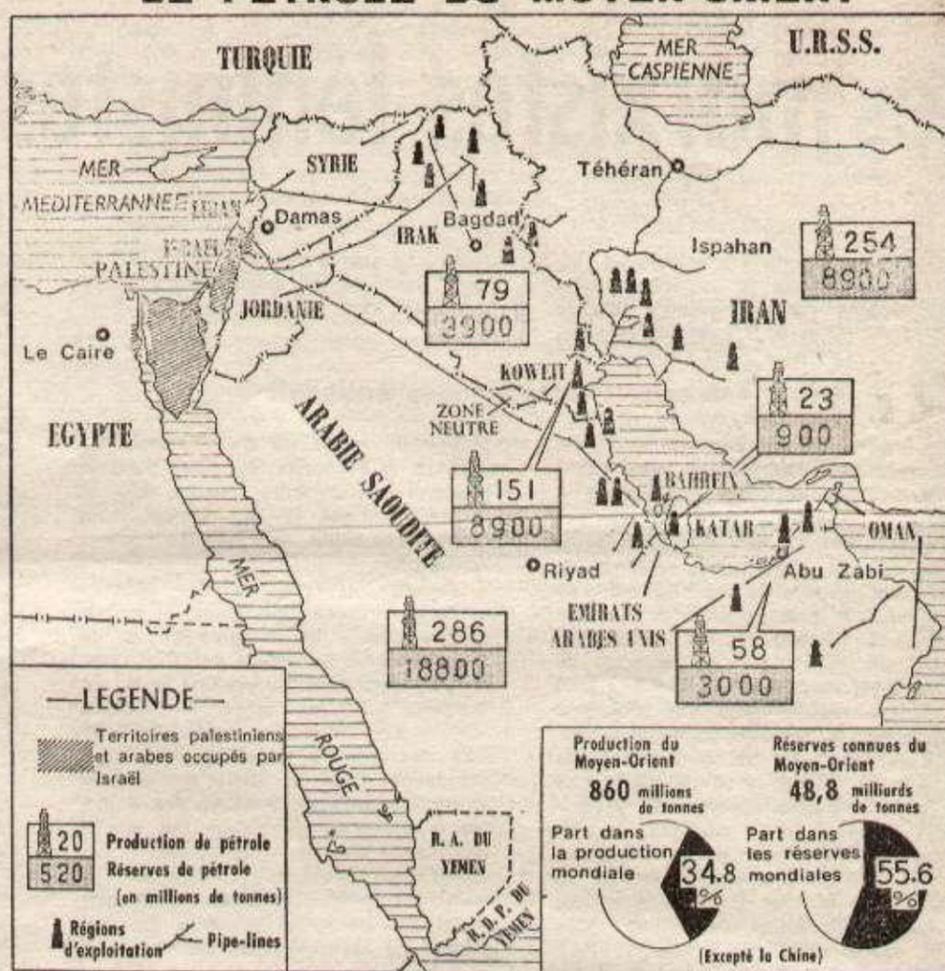
en combat contre l'ensemble de la politique de défense sous tous ses aspects, en refus de lutter pour l'indépendance de notre pays. Par contre grand silence sur l'expansionnisme militaire de l'Union soviétique; seules sont visées les armées des pays d'Europe occidentale, des U.S.A. et de l'O.T.A.N.. Voilà une ligne qui veut s'appuyer sur les aspirations de la jeunesse pour militer de fait en faveur des rêves hégémoniques du social-impérialisme soviétique. D'ailleurs les articles publics dans cette presse sont souvent interchangeable, en adaptant le jargon et en durcissant parfois le ton avec ceux de « L'Humanité ».

Ces groupes antimilitaristes, dont nous distinguons la base sincère de ses dirigeants, n'ont pas une ligne révolutionnaire, mais sous ses aspects d'extrême-gauche une ligne révisionniste de « passage pacifique », une ligne bourgeoise servant l'Union soviétique. C'est là une chose qui n'apparaît pas clairement à beaucoup de jeunes qu'ils trompent, et il nous faut aller temporairement à contre courant sur ce plan. Mais le succès final proviendra de la justesse de la ligne politique, même si au début peu la comprennent. Les développements rapides de la situation internationale et nationale ouvriront les yeux à beaucoup. Les conceptions prolétariennes développées par Lénine sur le service militaire se développeront dans la lutte contre le poison de l'idéologie révisionniste et finiront par l'emporter.

O.N.U.

LES SUPER- PUISSANCES AU BANC DES ACCUSES

LE PETROLE DU MOYEN-ORIENT



...A en juger par les changements survenus dans les relations internationales, notre globe comporte maintenant, en fait, trois parties, trois mondes qui sont à la fois liés mutuellement et contradictoires entre eux.

Les Etats-Unis et l'Union Soviétique forment le premier monde. Les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique, d'Amérique latine et des autres régions, le tiers monde. Les pays développés se trouvant entre ces deux parties, le second monde.

Les deux superpuissances, les Etats-Unis et l'Union Soviétique, tentent, mais en vain, de s'assurer l'hégémonie mondiale. Elles cherchent par divers moyens, à placer sous le contrôle respectifs les pays en voie de développement d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine — et en même temps, elles malmenent les pays développés dont le potentiel est inférieur au leur.

Les deux superpuissances, les plus grands exploitateurs et oppresseurs internationaux de notre époque, constituent le foyer d'une nouvelle guerre mondiale.

... Les deux superpuissances se sont créés elles-mêmes leurs antagonismes. Leurs agissements sont ceux des grands pays qui malmenent les petits pays, ceux des pays forts qui humilient les pays faibles, et ceux des pays riches qui oppriment les pays pauvres — ils se heurtent à une résistance énergique de la part du tiers monde et des peuples de tous les pays. Les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont obtenu sans discontinuer de nouvelles victoires dans leur lutte contre le colonialisme, l'impérialisme et, en particulier, contre l'hégémonie.

La lutte que les pays et peuples d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont menée en avançant par vagues successives a mis à nu la nature vulnérable de l'impérialisme et notamment des superpuissances, qui sont forts en apparence mais faibles en réalité. Elle a porté un coup dur à leur sinistre ambition de s'assurer la domination du monde.

L'hégémonie et la politique du plus fort pratiqués par les deux superpuissances ont suscité d'ailleurs un vif mécontentement des pays développés du second monde. La lutte entreprise par ces pays contre la mainmise, l'intervention, la menace et l'exploitation des super-

puissances qui rejettent sur eux le poids de la crise économique se développe avec chaque jour qui passe. Elle exerce aussi une influence importante sur l'évolution de la situation internationale.

Les super-puissances, fortes en apparence, faibles en réalité

Ce n'est pas une ou deux superpuissances, mais le tiers monde et les peuples de partout qui, restant unis et osant livrer combat et arracher la victoire, sont vraiment puissants. Les nombreux pays et peuples du tiers monde, puisqu'ils ont su conquérir l'indépendance politique par une lutte de longue haleine, pourront sans aucun doute, sur cette base, resserrer leurs rangs, s'unir avec les pays victimes des vexations des superpuissances, et avec tous les peuples du monde, y compris les peuples américain et soviétique, en vue d'amener, par une lutte soutenue, un changement radical dans les relations économiques internationales basées sur l'égalité, la mainmise et l'exploitation, et de créer des conditions indispensables pour développer en toute indépendance l'économie nationale.

... L'essence des problèmes des matières premières et du développement réside dans la lutte des pays en voie de développement pour sauvegarder leur souveraineté et développer leur économie nationale, contre le pillage et la mainmise de l'impérialisme et, surtout, des superpuissances. C'est un aspect d'importance extrême de la lutte que poursuivent actuellement les pays et peuples du tiers monde contre le colonialisme, l'impérialisme et l'hégémonie.

Pillage économique et ingérence politique

Bien qu'un grand nombre de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine aient obtenu l'indépendance politique, les leviers de commande de leur économie restent contrôlés, à des degrés différents, par le colonialisme et l'impérialisme, et leur ancienne structure économique n'a pas connu de changement fondamental. L'impérialisme et notamment les superpuissances recourant à des procédés néo-colonialistes, poursuivent avec un zèle redoublé l'exploitation et la spoliation des

pays en voie de développement. Ils ont exporté des capitaux vers ceux-ci et créé ce qu'on appelle un « Etat dans l'Etat » par le truchement des organisations monopolistes internationales, telles que les « sociétés transnationales », afin de perpétuer le pillage économique et l'ingérence politique. Se prévalant du monopole qu'ils exercent sur le marché international, ils élèvent les prix d'exportation de leur produits, abaissent les prix des matières premières en provenance des pays en voie de développement, et empêchent ainsi des bénéfices fabuleux. De surcroît, au fur et à mesure que s'aggravent les crises politiques et économiques du capitalisme, et que s'intensifie la concurrence entre eux, ils s'emploient de plus belle à spolier les pays en voie de développement, en faisant retomber sur eux le poids de leurs crises économiques et monétaires.

Les agissements insolents du social-impérialisme

Il convient de souligner que la superpuissance qui se proclame socialiste ne se laisse pas distancer dans la poursuite du pillage économique néo-colonialiste. Sous l'enseigne de la « coopération économique » et de la « division internationale du travail » elle fait subir une forte pression à sa « grande communauté », avec le dessein d'amasser des surprofits — l'égoïsme dont elle a fait preuve en recherchant ses intérêts aux dépens d'autrui a atteint un degré d'insolence rarement vu dans les autres pays impérialistes. Les entreprises mixtes qu'elle a mises en place dans certains pays au nom de l'« aide » et du « soutien » ne sont au fond qu'une nouvelle mouture des « sociétés transnationales ». Elle a l'habitude de vendre au prix fort des équipements désuets et des armements de rebut à des pays en voie de développement, en échange de matières premières d'importance stratégique et de produits agricoles. Elle a redoublé d'activité dans les transactions de matériel de guerre, se faisant marchand de canons dans le monde. Souvent, elle a trouvé son compte au danger qu'affrontaient d'autres pays pour les forcer à lui rembourser les dettes. Durant la récente guerre du Moyen-Orient, elle a retiré, de la vente d'armes et de munitions, une somme colossale

de devises — elle a acheté du pétrole arabe à bas prix pour en revendre à un prix élevé, réalisant ainsi, en un tour de main, une immense fortune. Elle prône par ailleurs la théorie dite de la « souveraineté limitée », et va jusqu'à alléguer que les ressources des pays en voie de développement seraient propriété internationale, que la « souveraineté sur les ressources naturelles dépend, dans une large mesure, de la capacité d'utilisation de ces ressources par l'industrie des pays en voie de développement ». Il s'agit là d'une théorie impérialiste sans fard. Elle dénote une insolence encore plus grande que l'assertion répandue par l'autre superpuissance à propos de l'« interdépendance », assertion qui vise en réalité à maintenir les relations entre exploités et exploités. Un pays socialiste authentique se doit d'adhérer aux principes de l'internationalisme, de prêter sincèrement aide et soutien aux nations et pays opprimés, et de les aider à développer l'économie nationale. Mais ce que fait cette superpuissance, c'est tout le contraire. Voilà qui prouve mieux encore qu'elle est socialiste en paroles et impérialiste dans les faits.

Les pays pauvres avancent victorieusement sur le chemin de la libération économique

... Il est à noter en outre que la signification de la lutte menée par les pays en voie de développement pour protéger leurs ressources naturelles ne se limite absolument pas au domaine économique. En vue de l'expansion des armements et de la préparation à la guerre pour disputer l'hégémonie mondiale, les superpuissances s'évertuent nécessairement à piller rageusement les richesses du tiers monde. Que les pays en voie de développement prennent en main et protègent leurs ressources, cela est nécessaire non seulement pour consolider l'indépendance politique et développer l'économie nationale, mais aussi pour s'opposer à l'expansion des armements et aux préparatifs de guerre faits par les superpuissances, et les empêcher de déclencher une guerre d'agression.

Extraits de l'intervention de Teng Siao Ping à la session extraordinaire de l'O.N.U.